



Mémoire Présenté

**par : Amadou
Bounty DIALLO**

Université Cheikh Anta Diop

**FACULTÉ DES LETTRES ET
SCIENCES HUMAINES
DÉPARTEMENT DE
PHILOSOPHIE**

**ÉDUCATION DES ADULTES : LE
PROBLEME DE L'ALPHABETISATION
DES ADULTES AU NIGER**

ANNEE UNIVERSITAIRE : 1994-1995

22 JAN. 1996

06.03.04

DI A

8925

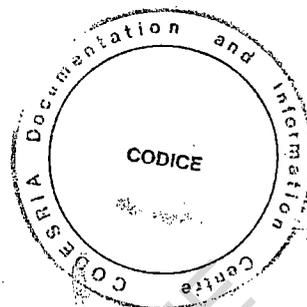
UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR



FACULTÉ DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES



DÉPARTEMENT DE PHILOSOPHIE



MEMOIRE DE DIPLOME D'ÉTUDES APPROFONDIES (D.E.A.)
EN ANTHROPOLOGIE

**ÉDUCATION DES ADULTES : LE
PROBLÈME DE L'ALPHABÉTISATION
DES ADULTES AU NIGER**

Présenté

par

Amadou Bounty DIALLO

Sous la Direction de

M. Abdoulaye Bara DIOP

Professeur

ANNEE UNIVERSITAIRE : 1994-1995

**SUJET : L'EDUCATION DES ADULTES :
LE PROBLEME DE
L'ALPHABETISATION DES ADULTES AU
NIGER**

CODESRIA BIBLIOTHEQUE

PLAN

INTRODUCTION

I BUTS ET OBJECTIFS DE L'EDUCATION DES ADULTES

II LES METHODES D'ALPHABETISATION

- a) la méthode de Laubach
- b) la méthode fonctionnelle
- c) la méthode de Paulo Freire

III LES DIFFERENTS PROGRAMMES D'ALPHABETISATION AU NIGER

- a) les programmes 1964 -1968 - 1968-1974
- b) les programmes à partir de 1974
- c) les foyers d'éducation permanente

IV LA SITUATION ACTUELLE DE L'ALPHABETISATION

CONCLUSION

BIBLIOGRAPHIE

ANNEXE

REMERCIEMENTS

Ce travail a été inspiré, guidé, suivi et corrigé par mon Maître, le professeur Abdoulaye Barra Diop, directeur de l'I.F.A.N. (Institut d'Afrique Noire Cheikh Anta Diop). C'est donc tout naturellement à lui que s'adressent mes premiers remerciements. Je lui suis reconnaissant d'avoir donné à l'étudiant de philosophie que je suis, l'amour de la recherche en sciences sociales, particulièrement en anthropologie appliquée à l'éducation, un domaine où les études sont extrêmement rares. J'ai suivi aussi, le séminaire animé par Monsieur Boubacar Ly. Je profite de l'occasion pour le remercier et remercier tous les enseignants du département de philosophie de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar pour tout ce que les uns et les autres ont fait pour moi : direction de recherches, mise à disposition d'expertise, conseils, etc.

Lors de mon séjour à Niamey pour la collecte des données et de visite sur le terrain, j'ai rencontré beaucoup de difficultés : faux rendez-vous, refus de me permettre l'accès à la documentation nécessaire, manque de bonne volonté de la part des agents de la direction nationale de l'alphabétisation et de la formation permanente. Néanmoins, deux personnes m'ont aidé dans la mesure de leurs moyens : le chef du service évaluation et l'adjoint au directeur. Qu'ils trouvent ici, l'expression de ma reconnaissance.

Grâce à des amitiés, j'ai pu du 3 au 15 juillet 1995 participer au cours organisé par INDRAP (Institut National de Recherches et d'Actions Pédagogiques) : *Elaboration de manuels scolaires en langues nationales, 5^{ème} atelier Niamey, 3-15 juillet 1995.*

Je profite de l'occasion pour saluer mon cousin et ami Mr. Maïnassara Abdoua, chercheur à INDRAP qui m'a donné un "coup de pouce" qui m'a permis l'accès aux locaux et au cours. Ces remerciements s'adressent également à madame Marie Chatry Komarek de la Deutsche Stiftung für internationale Entwicklung (fondation allemande pour le développement international) experte chargée de la direction du cours pour son concours. Je n'oublie pas aussi Madame Ngame Hassana Alidou formatrice associée à l'organisation de ce cours. Je ne peux pas remercier individuellement tous les participants à ce cours avec lesquels j'ai noué des relations fructueuses. Que tous trouvent ici, l'expression de ma très profonde amitié.

Je remercie Mr Touré Yahaya, mon beau-frère dont le matériel m'a permis la saisie, l'impression de mon travail et dont l'aide ne m'a jamais fait défaut.

Quant à ma femme Binta Touré et mes deux enfants Mountaga et Cheikh Louindou Diallo, je les embrasse.

INTRODUCTION

Quelques mots sont nécessaires pour situer l'objet de notre travail qui fait partie d'un projet que nous projetons de présenter pour une thèse dans les années à venir. Aussi modeste soit il, il tente de présenter l'alphabétisation au Niger, un domaine dans lequel les études ne sont pas légion. Pour cela, nous partons d'un certain nombre de faits qui sont aussi bien des données " officielles ", c'est-à-dire fournies par l'Etat nigérien, que des données fournies, elles, par d'organismes comme l'Unesco et le Codesria.

Depuis les indépendances nominales, le Niger, à l'instar de la plupart des pays du tiers-monde ou en voie de développement, s'est lancé dans une vaste lutte en vue de l'éducation de la population à tous les niveaux : éducation de la jeunesse (scolarisation formelle), éducation des adultes, (principalement par le système des cours du soir pour adultes et l'alphabétisation ou système non formel).

Plus de trente cinq ans après les indépendances et les premières actions d'alphabétisation, nous tenterons, ici, dans la mesure du possible, de faire le point .

Pour cela, nous référons, au niveau international, aux engagements qui ont été pris par les différents pays membres de la communauté internationale, engagements auxquels le Niger a souscrit pour combattre l'analphabétisme. Nous résituerons ainsi le problème à l'intérieur de l'éducation des adultes afin de montrer toute son importance. Ensuite, au regard de ce qui se passe au Niger, nous aborderons le problème de manière profonde. Nous verrons surtout que le Pays s'est engagé résolument dans cette lutte contre l'analphabétisme à partir de 1963. .

De 1963 à 1968, le gouvernement prendra un certain nombre d'initiatives avec l'aide de l'Unesco. Chemin faisant, nous aborderons les actions en matière d'alphabétisme au Niger autour de deux grands moments : la période 1963-1974, la période qui va de 1974 à nos jours. Et pendant ces périodes, deux concepts seront abondamment utilisés : L'alphabétisation et la post alphabétisation. Tout ceci sera détaillé à travers un exposé constitué de quatre chapitres. Le premier chapitre donnera des précisions sur les buts et les objectifs de l'éducation des adultes. Le second abordera les méthodes spécifiques en matière d'alphabétisation. Quant au troisième chapitre, il essayera, en se fondant sur des faits saillants, de donner des précisions sur les différents programmes engagés au cours de ces trois décennies. le chapitre quatre portera sur la situation actuelle de l'alphabétisation au Niger. Une partie annexe complétera le tout, annexe qui montrera la manière dont les services de l'alphabétisation dressent le bilan annuel des actions menées.

I BUTS ET OBJECTIFS DE L'EDUCATION DES ADULTES

Pourquoi l'éducation des adultes ?

Pour mieux saisir les enjeux et les faits, il est nécessaire, de se référer, en la matière, à l'Unesco car, c'est cette organisation qui sera l'instigatrice de la plupart des stratégies engagées dans le tiers-monde pour lutter contre l'analphabétisme. Surtout que depuis sa création, cette institution s'est résolument engagée en faveur de l'éducation des adultes.

Elle sera, dès sa création, l'élément moteur de l'éducation des Adultes et de la lutte contre l'analphabétisme.

Loin de nous l'idée de vouloir faire croire que l'éducation des adultes n'existait pas avant la création en 1945 de l'Unesco. Non ! l'éducation des adultes, surtout dans les sociétés occidentales, dès le 19e siècle, a été un problème majeur que ces pays ont cherché- à l'époque il n'y avait pas ce grand ensemble qu'est l'O.N.U. - à résoudre de manière individuelle avec des solutions et des fortunes diverses. Mais il a fallu la création de l'Unesco pour voir enfin la communauté internationale se saisir du problème afin d'essayer de le résoudre de manière globale, à l'échelle mondiale.

A ce propos, il n'a pas été facile de donner une seule définition au concept. Différentes définitions lui sont attribuées. Sachons que dans le cadre de l'éducation des adultes, quatre conférences ont été organisées depuis la fin de la seconde guerre mondiale afin de définir des stratégies globales de lutte contre l'ignorance sous toutes les formes. La première de celles-ci se tint en 1949 à Elseneur au Danemark (du 16-15 Juin), la seconde à Montréal au Canada du 22 au 31 Août 1960, la troisième à Tokyo au Japon du 25 Juillet au 7 Août 1972 et la quatrième du 19 au 29 Août 1985 à Paris en France. Ce sont toutes des conférences organisées sous l'égide de l'Unesco et elles ont eu pour but de fixer, d'une certaine manière, la conduite à tenir en matière d'éducation des adultes. Aussi, dès la toute première, l'Unesco donnait le ton pour signifier toute l'importance qu'elle accorde au domaine : " en un sens, tout le programme de l'Unesco intéresse directement ou indirectement l'éducation des adultes."¹

Notre propos ne consiste point à entrer dans les détails pour rapporter ce que toutes ces conférences ont dit concernant l'éducation des adultes car cela alourdirait le travail. Nous mettrons surtout l'accent sur l'alphabétisation qui n'est qu'un domaine de cette éducation des adultes. Au vrai, au départ, c'est à dire à la première conférence, il n'était même pas encore tout à fait question d'alphabétisation ; Ceci s'explique surtout par le fait que les principaux pays membres de l'O N U venaient tous de sortir d'une guerre épuisante et désastreuse qui a vu une Europe

¹ Unesco, *Rapport sommaire de la conférence internationale de l'éducation des adultes*, Elseneur, Danemark, 16 -25 Juin 1949 Paris, P 46.

jusqu'à la sùre d'elle même, plongée dans la barbarie et la destruction à cause de l'émergence de forces centrifuges comme le nazisme, le fascisme, forces qui ont failli, dans leur folie destructrice, emporter l'Europe elle-même; Aussi, à cette conférence, il a été surtout question d'éducation pour la paix et d'entente entre les peuples. Un autre fait majeur, c'est qu'en ce moment, les pays du tiers-monde où, selon les statistiques de l'Unesco, vivent plus de 70% des analphabètes du monde, n'étaient pas encore indépendants. Cependant, dès la conférence de Montréal (Canada) en 1960, l'alphabétisation était inscrite comme facteur incontournable en matière d'éducation des adultes. Aussi, "la conférence mondiale sur l'éducation des adultes, qui s'est tenue à Montréal (Canada) en 1960, a mis définitivement la question de l'analphabétisme des adultes à l'ordre du jour pour toute la communauté internationale. L'Unesco a été invitée à promouvoir des actions qui aboutiraient à l'organisation d'une vaste campagne d'alphabétisation destinée à améliorer une situation jugée extrêmement grave."²

Toutefois, l'éducation des adultes pose problème car il n'a pas été facile de trouver une seule définition pour fixer le concept, afin de mettre d'accord tout le monde. Certes, l'éducation des adultes et l'alphabétisation sont reconnues comme une manière de distribuer le savoir, mais, des querelles d'écoles feront qu'il va être difficile de trouver un seul dénominateur commun. Pour saisir l'ampleur de la querelle suivons donc ces trois définitions ou ces trois manières de voir le problème que nous retrouvons toutes dans les documents de l'Unesco. En 1962, c'est-à-dire près de deux ans après la conférence de Montréal, Legge écrivait : " Nous comprenons l'éducation des adultes simplement comme l'éducation des adultes, c'est-à-dire l'ensemble des expériences et des influences éducatives auxquelles l'adulte est soumis. Notre définition inclut donc les cours officiels en n'importe quelle manière, le travail éducatif privé dans les clubs et les associations et les effets directs ou indirects des masses media. Elle inclut l'éducation libérale, technique, professionnelle, etc., dans les pays développés et le développement communautaire, l'alphabétisation et l'hygiène, etc., dans les zones sous développés. "³

Nous voyons tout de suite qu'il a été introduit par Legge une distinction entre pays en voie de développement et pays développés. D'ailleurs, il ne parle même pas de pays en voie de développement mais de zones sous-développées, ce qui connote une certaine attitude qui ne dit pas son nom. Cette éducation des adultes, selon lui, surtout dans la sphère qui nous concerne, s'occuperait uniquement d'alphabétisation et d'hygiène, ici il faut entendre éducation sanitaire.

Cependant, dès 1969, Liveright et Haygood affirmaient pour leur part : " l'éducation des adultes est ce processus par lequel les personnes qui ne fréquentent plus d'établissement scolaire régulièrement et à plein temps (sauf lorsque des programmes à plein temps sont spécialement

² H. S. BHOLA, *les campagnes d'alphabétisation, étude de l'action menée dans huit pays au Xxe siècle*, Unesco, 1946

³ *Perspectives*, vol XIX, N° 4/72 P 526

destinés aux adultes) s'adonnent à des activités suivies et organisées avec l'intention délibérée soit d'améliorer leur information, leurs connaissances leur compréhension, leur qualification, leur jugement et leurs attitudes, soit de cerner et de résoudre des problèmes personnels ou communautaires. Ainsi définie, l'éducation des adultes comprend l'alphabétisation et l'éducation de base, la transformation professionnelle et la formation en cours d'emploi, l'éducation sanitaire, l'éducation du consommateur l'éducation familiale, ainsi que l'éducation relative au développement physique et personnel, la littérature, les beaux-arts, le théâtre et les autres activités culturelles, le développement communautaire, l'éducation politique et civique, l'éducation religieuse et économique et toute une gamme d'autres programmes d'éducation destinés essentiellement aux adultes. "4

Cette seconde définition est moins restrictive que la première et donne surtout un large éventail de possibilités à cette éducation des adultes. De ce point de vue l'alphabétisation est bien un aspect et non des moindres de l'éducation, ceci sans que quelque idéologie impose une sorte "d'apartheid" qui repartirait à la manière de Legge, les adultes en deux zones : ceux relevant des pays développés et ceux issus du tiers-monde. Nous serons incomplets si nous omettons de donner la troisième définition qui, elle aussi, est contenue dans les documents de l'Unesco et qui vient de Dumazier. En 1974 il écrivait pour sa part : " on peut définir sociologiquement l'éducation des adultes comme une opération du développement culturel de la société ou des groupes qui la composent, orientée consciemment vers le développement de l'économie, de la société et de la personnalité, par l'intermédiaire d'un système d'apprentissage continu ou répété qui met la culture d'un sujet social en relation avec les genres et les niveaux culturels les plus aptes à susciter au développement "5. Il faut d'emblée dire que dans le présent travail, nous mettrons surtout l'accent sur ces deux dernières définitions car elles nous semblent à même de refléter la réalité du problème. Au Niger, nous allons le voir quand nous aborderons la partie proprement consacrée à l'alphabétisation, il ne va pas être facile de démêler les choses compte tenu du fait que toutes les campagnes, les stratégies, pour être précis seront financées ou en tout cas seront mises en oeuvre sous l'instigation de l'Unesco ou de ceux que les autorités nomment "les partenaires extérieurs". Cela fait qu'au niveau des concepts nous retrouverons des imprécisions dues uniquement à des confusions au niveau international. Il est toutefois à constater que l'Unesco, depuis sa création, ou tout au moins depuis la seconde conférence générale, a toujours considéré l'alphabétisation comme un élément de l'éducation des adultes. Il est vrai que l'éducation des adultes peut s'accomplir avec ou sans l'alphabétisation des adultes, mais précise l'Unesco:" ce qui est possible technologiquement n'était pas acceptable idéologiquement. Sous l'angle technologique, l'alphabétisation des adultes peut être contournée et l'éducation des adultes se transmettre par radio ou par télévision, mais " le

4 Unesco, revue *perspectives* vol XIX, N°0 1989 (72)

5 *Perspectives*, vol XIX, N° 4 1989 (72)

Médium est le message " et en contournant l'alphabétisation des adultes, nous ne modifions pas uniquement les messages, nous perpétons aussi une communication dépendante, et, de ce fait, des relations communautaires dépendantes. "6

Dès lors, pour cette institution spécialisée du système des nations unies, l'éducation des adultes s'accompagne nécessairement de l'alphabétisation car il s'agit, pour nous situer dans le même cadre, de faire bien la relation entre le mot et le monde. Aussi, l'alphabétisation apparaît comme l'instrument de conscientisation des adultes. D'où l'importance de ces mots du directeur de l'Unesco : " l'Unesco a peut être plus influencé l'éducation des adultes que toute autre branche de l'éducation en la faisant figurer au programme de tous le pays du tiers-monde. "7

Sans nous empêtrer dans des considérations idéologiques qui vont jaloner l'évolution de l'éducation des adultes, nous reconnaissons avec Bhola, " que l'alphabétisation est un instrument incontournable de l'éducation des adultes que cette éducation elle-même peut :

- a) aider les élèves à trouver un certain degré de joie de vivre et un sens à la vie;
- b) aider l'élève à se comprendre, à découvrir ses talents, ses limites et ses relations avec les autres;
- c) aider les adultes à reconnaître et à comprendre la nécessité de l'éducation permanente;
- d) créer les conditions et les possibilités d'aider les adultes à progresser sur la voie de la maturité spirituelle, culturelle, physique, politique et professionnelle;
- e) offrir là où elle est nécessaire, l'éducation à la survie dans le domaine de l'alphabétisation, des aptitudes professionnelles et des mesures médicales. "8

Force est de reconnaître que l'idéologie s'est emparée de cette éducation des adultes et en a fait une science partisane et particulière, en fonction du bloc auquel on appartenait, même si de nos jours le bloc socialiste s'est effondré sous les coups de boutoir du capitalisme. De sorte que pour le bloc socialiste, pour reprendre cette expression du président Kim il Sung : " l'éducation des adultes est l'éducation des travailleurs qui sont engagés dans la construction de l'édifice socialiste. Il est de la plus haute importance de consolider et de développer la vision du monde révolutionnaire et d'élever continuellement les connaissances générales et les niveaux techniques et culturels. "9

Aussi, pour lui, l'élimination de l'analphabétisme est l'âme de l'éducation des adultes parce que, de son point de vue, elle ouvre les portes de tout autre enseignement. Elle est une manière d'éduquer l'ensemble de la population sans exception et surtout un moyen d'assurer l'éducation de la population tout au long de sa vie. C'est que, dans la perspective du Timonier, "l'homme est le

6 H. S. BHOLA, *Tendances et perspectives mondiales de l'éducation des adultes*, Unesco 1989, P 22

7 Lowe. J. *L'éducation des adultes : perspectives mondiales*, édition, Paris, Unesco, 1984

8 H. S. BHOLA, *op cit* P 29

9 H. S. BHOLA, *op cit* P 32

maître et décide de toute chose." Aussi, l'éducation des adultes doit contribuer à rendre l'homme capable d'appliquer le *juche*, c'est-à-dire cette idée selon laquelle l'homme décide de tout. Par contre dans le bloc de l'Ouest, ce qui va dominer, c'est une conception selon laquelle l'éducation des adultes portera sur des aspects purement fonctionnels. (Nous allons retrouver cette querelle spécifiquement au niveau de l'alphabétisation quand il sera question à l'Unesco, d'opter pour telle ou telle autre forme d'alphabétisation). L'essentiel est de retenir désormais la conjonction faite entre l'éducation des adultes et leur alphabétisation, choses devenues inséparables. Si l'éducation se retrouve ici au premier chapitre, c'est qu'il fallait situer les choses mais aussi comme je l'ai dit plus haut parce que, de mon point de vue, je traite ce sujet dans un cadre plus vaste à venir et qui concernera les deux sous ensembles de l'éducation : (éducation des adultes ou système informel et système formel d'éducation qui, lui, prend l'enfant dès le bas âge).

II LES METHODES D'ALPHABETISATION

Pays continental, le Niger couvre une superficie d'1.26700 km². Il est indépendant depuis le 3 Août 1960. La population nigérienne est de 7.400.000 Habitants (recensement 1989) alors qu'elle était de 3.500.000 à l'indépendance. Cette population est répartie dans 10.000 villages. Le tableau ci-dessous nous donnera les informations socio-économiques complémentaires.

Tableau des indicateurs économiques et sociaux du Niger (10)

Indicateurs économiques et sociaux	
PNB par habitant (en dollar US, 1989)	290
Population (en millions, 1989)	7,4
Pop. Urbaine (en %, 1989)	20
Espérance de vie à la naissance (1990)	40,5
Taux annuel de croissance démographique (1960-1991)	3,2
Taux de diplômés de l'enseignement supérieur, en % par rapport au groupe d'âge correspondant (1986-1989)	0,2
Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire (1988-1989)	24
Taux net de scolarisation dans l'enseignement secondaire (1988-1989)	6
Taux net de scolarisation dans l'enseignement supérieur (1988-1989)	1
Dépenses publiques d'enseignement (en % du PNB, 1989)	3,1
Dettes totales (en % du PNB, 1989)	79

A l'instar de tous les pays qui venaient de recouvrer leur indépendance, le Niger, dès l'accession à celle-ci, s'est fixé un objectif principal : le développement.

A ce titre, l'Etat a décidé de mettre sur pied des structures solides et adéquates de développement économique et social afin d'élever le niveau de vie de la population. C'est dans cette optique que furent créés des services à vocation éducative. Ce sont les services de l'animation, les radio-clubs et le service de l'alphabétisation. Ce dernier service connaîtra bien des mutations. De plus, seul ce dernier service est placé sous la tutelle du ministère de l'éducation nationale. Les radio-clubs dépendent quant à eux, de celui de l'information, tandis que le service de l'animation est lui sous la responsabilité du ministère du développement rural. Au Niger, ce sont ces trois services qui vont intervenir aussi bien en zone rurale qu'en zone urbaine pour l'éducation des adultes. (Nous aurons à revenir sur ces différents services).

En ce qui concerne l'alphabétisation proprement dite, comme il a été indiqué *supra*, la première action fut engagée suite à l'expérience pilote menée de 1962 à 1963 dans le département de Maradi, ce, sur financement de l'Unesco. Cette première expérience fut jugée concluante et dès

10 Source : Banque Mondiale, *rapport mondial sur le développement humain*, Washington D, C, 1992 (voir aussi *Afrique contemporaine*, N° 172; Octobre - Décembre 1994, P 242

Novembre 1963, le gouvernement nigérien transforma le bureau d’alphabétisation chargé de la planification et de l’organisation des campagnes d’alphabétisation en un service national de l’alphabétisation et de l’éducation des adultes. Ce même service deviendra après le coup d’Etat militaire de 1974, la direction de l’alphabétisation et de la formation permanente (D.A.F.A.). En Afrique au sud du Sahara, le centre nigérien est l’un des plus anciens. Sa vocation première est surtout l’encadrement des paysans dans un système de coopératives et ce en appliquant la méthode dite fonctionnelle. Pourtant même dans ce domaine, c’est l’échec. Car cette ancienneté n’a pas permis au Niger de prendre de l’avance par rapport aux autres pays, qui bien que s’étant lancés souvent des années après le nôtre, dans les stratégies d’alphabétisation de leurs populations, ont eu plus de succès. Je pense à des pays comme le Burkina, le Bénin, etc. Même si, malgré les efforts déployés par les uns et les autres, en valeur absolue, les chiffres stagnent, en Afrique au Sud du Sahara. Le tableau ci-dessous nous donne les chiffres par régions, ce qui permet de voir le chemin qui reste à parcourir par rapport au reste du monde.

Population analphabète (15 ans et plus) Taux d’analphabètes (11)

	Analphabètes adultes en millions			Taux d’analphabétisme %			Diminution 1985-2000 % points
	1985	1990	2000	1985	1990	2000	
Monde	965,1	962,1	942,0	29,9	26,9	22,0	-7,9
Pays en développement dont	908,1	920,6	918,5	39,4	35,1	28,1	-11,3
Afrique sub.Sah.	133,6	138,8	146,8	59,1	52,7	40,3	-18,8
Etats arabes	58,6	61,1	65,8	54,5	48,7	38,1	-16,4
Amériques lat- Caraïbes	44,2	43,5	40,9	17,6	15,2	11,3	-6,3
Asie de l’Est	297,1	281,0	233,7	28,7	24,0	17,0	-11,7
Asie du sud	374,1	397,3	437,0	57,7	53,8	45,9	-11,8
Pays développés	57,0	42,0	23,5	6,2	4,4	2,3	-3,9

Au cours de la même période, le taux d’analphabétisme au Niger est estimé à plus de 71,6.

Pour revenir aux campagnes d’alphabétisation, il faut plutôt parler de programmes, lancées au Niger, nous n’allons pas les analyser une à une, ce qui risque de nous faire dresser une monographie sans grand intérêt, mais nous allons les découper par périodes, une méthode qui nous permettra de faire “sentir” le problème. Cette façon de procéder, selon nous, est beaucoup plus judicieuse. Car il y aura deux grands moments liés à la vie politique du pays : la période d’avant

11 Source Unesco, *office des statistiques*, 1990, p 46-47

l'arrivée des militaires et celle qui sera marquée par le pouvoir de ceux-ci. Nous verrons la raison pour laquelle cette division sera faite. Pour cela, il faudrait comprendre ce que l'institution qu'est l'Unesco et qui a financé les programmes entend par alphabétisation. Pour elle, cette alphabétisation est une éducation qui s'adresse à "ceux qui ont achevé le cycle initial d'instruction commencé dans l'enfance et (à) ceux qui n'ont jamais accompli ce cycle initial."¹²

De façon beaucoup plus précise, dès 1958, l'institution définissait l'analphabète comme "une personne incapable de lire et écrire, en le comprenant, un exposé simple et bref de faits en rapport avec sa vie quotidienne."¹³ Dans ce but, depuis sa création, l'organisation a appliqué ou fait appliquer un certain nombre d'approches au niveau international. C'est pourquoi, une compréhension des stratégies nigériennes passe par une saisie des différentes méthodes usitées par l'Unesco. En matière d'alphabétisation des adultes, sur recommandation de celle-ci, les gouvernements des pays au sud du Sahara (au nombre desquels celui du Niger), vont appliquer deux méthodes que sont : l'approche de Laubach, celle dite fonctionnelle. La troisième, l'approche du brésilien Paulo Freire ne sera donnée qu'à titre purement indicatif.

a) l'approche de Laubach

Cette méthode est issue du nom du missionnaire américain Franc Laubach et de son fils Robert. S. Laubach. Introduite aux Philippines par Franc, en 1929, elle est essentiellement d'obédience et d'inspiration religieuse. Son but : amener le troupeau de Dieu à déchiffrer la bible dans la langue des indigènes. Son principe repose sur l'enseignement mutuel. Bien qu'appelée à diffuser les informations par l'enseignement dans une langue nationale, la méthode repose sur le tutorat. De sorte que la communication de l'information se fera de manière directe, de personne à personne. Laubach enseignait surtout la phonétique. Aussi, il choisissait dans la langue qu'il voulait enseigner, des mots-clés. Quelques exemples nous permettrons d'entrer dans l'économie de la démarche. Une fois que ces mots-clés choisis, en combinant les syllabes de ces mots-clés et en employant d'autres voyelles, Laubach composait ainsi des mots nouveaux dont il se servait pour l'alphabétisation. En la matière, il faisait beaucoup d'illustrations. L'un des exemples les plus utilisés est l'association de la première lettre d'un mot à la forme d'un objet. La lettre S à la forme d'un serpent qui ondule, par exemple. Une fois ceci saisi, le second stade consiste à écrire la lettre sous la forme d'objets. En cas de difficultés, il avait recours à des artistes. Il finit par concevoir des tableaux divisés en quatre colonnes. La première contient un dessin, la seconde un dessin et une lettre, la troisième le nom de l'objet présenté et sa première lettre au dessous. La quatrième colonne contient le rappel des lettres. L'un des avantages, c'est que grâce à un tableau, l'élève peut apprendre les syllabes. L'enseignement se faisant de personne à personne, Laubach pense

¹² UNESCO, 1979

¹³ UNESCO, *Perspectives*, XIX, n° 4, 1989 (72) p.528

qu'ainsi, l'élève peut transmettre ce qu'il a appris à d'autres. Suite à l'expérimentation de sa méthode aux Philippines, Laubach put dresser les statistiques de réussite suivantes :

1ère année : 8 %

2ème année : 16 %

3ème année 32 %

4ème année 64 %

La méthode fut peaufinée et dès les années 50, l'Unesco encouragea un certain nombre de pays anglophones d'Afrique à l'appliquer. Parmi ceux-ci, nous pouvons citer entre autres : la Zambie, le Kenya et la Tanzanie. Dans le cas de la Zambie., Laubach vint lui-même aider les religieux à mieux maîtriser la nouvelle méthode qui au regard des résultats, ne fait pas beaucoup de "miracles". Elle a surtout un inconvénient majeur qu'est le temps (quatre ans, c'est tout de même trop). A la longue, les abandons étaient nombreux car tous ceux qui apprenaient n'étaient pas forcément mûs uniquement par le souci d'apprendre la lecture de la bible. Concernant les faibles résultats obtenus en Zambie, Dominic écrit : "le principal inconvénient de la méthode est qu'elle part du principe que l'apprenant et l'enseignant seront suffisamment motivés pour continuer à apprendre et à enseigner."14 En fait cela revient à miser sur le temps et la foi.

Cette méthode peut, à la rigueur, faire ses preuves dans les milieux religieux mais en dehors de ce contexte, il est très difficile de motiver des adultes à suivre des cours qui peuvent s'étendre sur plusieurs années. Compte tenu de cet échec, dans les années 60, l'Unesco s'est mise à réfléchir à une méthode de substitution. D'où la nouvelle approche : l'approche fonctionnelle.

b) la méthode fonctionnelle

Elle est née cinq ans après la conférence de Montréal. Elle a été adoptée lors du congrès mondial des ministres de l'éducation sur l'élimination de l'analphabétisme tenue en Iran en 1965. Le rapport de la conférence précise ce qu'il faut entendre par ce nouveau concept dit fonctionnel. Le concept "supposait un dépassement de l'apprentissage rudimentaire de la lecture et de l'écriture, souvent insuffisant et parfois illusoire. L'alphabetisation doit comporter un enseignement qui permette à l'analphabète, dépassé par l'évolution actuelle, et producteur insuffisant, de s'intégrer socialement et économiquement dans un monde nouveau où les progrès techniques et scientifiques exigent de plus en plus de connaissances et de spécialisation."15 A la différence des campagnes d'alphabetisation qui nécessitent de gros moyens et qui sont surtout massives, la nouvelle méthode se veut sélective, c'est-à-dire qu'elle se fonde sur le principe selon

14 Dominic M. Mutawa in : UNESCO, Perspectives N° 67, vol XVII, 003, 1988, p.348

15 Congrès mondial des ministres de l'éducation sur l'élimination de l'analphabétisme, Téhéran 8-19 septembre 1965. *Rapport final*, Paris, Unesco, 1965

lequel en éduquant un noyau dur d'individus, ceux-ci à leur tour, pourront enseigner aux autres ce qu'ils ont appris. En termes anthropologiques, cela s'appelle du diffusionnisme. Certes l'Unesco semble ne pas vouloir imposer telle ou telle autre approche, mais c'est sur insistance des américains que la méthode a été adoptée et l'on voit mal l'institution onusienne se dérober. Dès lors qu'elle est approuvée par le Congrès, la cause est entendue : elle sera la seule appliquée et financée.

Ce choix sera reconfirmé dix ans plus tard lors d'un symposium : "qui a voulu voir dans l'alphabétisation, par de là l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul, une contribution à la libération et l'épanouissement de l'homme. Ainsi conçue, l'alphabétisation crée les conditions d'une prise de conscience critique des contradictions de la société dans laquelle l'homme vit et de ses fins. Elle permet aussi de stimuler l'initiative de l'homme et sa participation à la conception de projets susceptibles d'agir sur le monde, de le transformer et de définir les fins d'un authentique développement humain. Elle doit donner accès à la maîtrise des techniques et des rapports humains. L'alphabétisation n'est pas une fin en soi. Elle est un droit fondamental de tout être humain."¹⁶ L'adoption d'une telle déclaration qui, explicitement stipule le choix ou la préférence pour la méthode fonctionnelle ne s'est pas faite sans difficulté. elle correspond le mieux au vues et aux intérêts Américains. Il convient de souligner que deux camps se sont affrontés avant son adoption : le camp soviétique qui s'appuie sur la réussite des campagnes massives à cuba, en URSS, en Chine, en Somalie, en Tanzanie, au Brésil, en Birmanie et au Vietnam et, les pays occidentaux en tête desquels les Etats -Unis qui refusent de financer des projets jugés trop coûteux mais surtout à connotation idéologique. Finalement le point de vue des américains prit le dessus et pour eux, l'Unesco doit concentrer ses efforts sur une alphabétisation menée dans le cadre de la formation professionnelle en vue de fournir une main d'oeuvre aux secteurs les plus organisés de l'économie du tiers-monde. C'est pourquoi dès le congrès mondial de 1965, l'on opta alors pour la méthode fonctionnelle. Le Niger, très tôt, se mis à appliquer, pour sa part cette méthode, même si, malgré les échecs, on ne pouvait l'abandonner. Sur le plan international, en 1971-1976, le programme des nations unies pour le développement refusa de financer un projet présenté par l'Unesco et qui selon lui, ne prônait pas exclusivement la méthode fonctionnelle. L'Unesco, pour voir le projet financé accepta. De sorte que dans le second plan à moyen terme (1984-1989) le problème ne se posa plus de savoir quelle méthode il fallait adopter. Dans les conclusions de ce plan on peut lire : "(...) l'expérience récente a montré que si, dans certains contextes, des stratégies sélectives d'alphabétisation établies en faveur de groupes particuliers et s'articulant autour de certains objectifs concrets de développement se sont révélées efficaces, des résultats remarquables ont été obtenus par l'organisation de campagnes systématiques s'adressant à tous les

¹⁶ Déclaration de Persépolis, adoptée par le Symposium international pour l'alphabétisation, Persépolis, Iran, 3-8 septembre 1975, et reproduite dans le *rapport final*, Unesco, Paris, 1976, p 35-36

secteurs de la population et aptes à créer une véritable dynamique collective."17 Malgré cela, c'est la méthode fonctionnelle qui prendra le pas sur toutes les autres. Toutefois, nous devons souligner qu'il existe une autre méthode qui n'a jamais été appréciée par les américains, mais qui vit le jour dans les années 70 au Brésil.

c) l'approche de Paulo Freire

Elle fait appel à la psychologie et à la sociologie. Pour son concepteur, la tâche de l'éducateur est de permettre "une conscientisation" de l'élève dans le cadre d'une dynamique des groupes. Selon Paulo Freire, l'alphabétisation joue un rôle très important dans la pédagogie des masses opprimées. D'où la "conscientisation" des peuples afin de leur permettre de s'engager" dans la vocation humaine de la *praxis*. C'est par le développement d'une conscience critique que les populations parviendront à se libérer des contraintes de la réalité qui les opprime. l'alphabétisation joue un rôle.... puisqu'elle aide à démystifier la réalité en rendant transparentes les structures politiques, sociales et économiques de l'oppression."18 Pour Paulo Freire, sa méthode est révolutionnaire en ce sens qu'elle remet en cause toutes celles où l'enseignant "alimente" les élèves en informations et en connaissances. Selon lui, elle encourage la participation des élèves à prendre du recul vis-à-vis d'eux mêmes et par rapport à la réalité. D'où le principe sur lequel se fonde la méthode : libération et conscientisation. le tableau ci-dessous dressé par Bhola permet de voir la différence qui existe entre la méthode de Paulo et celle fonctionnelle.(19)

Orientation humaniste responsabilisation politique pédagogie des opprimés	Orientation vers un but compétence accomplissement pédagogie des dysfonctionnements
--	--

Paulo Freire donne lui-même l'ordre dans lequel cette conscientisation destinée aux opprimés s'effectue:

- interroger les membres de la communauté pour savoir quelles sont leurs occupations dans la vie quotidienne;
- dans le cadre de contacts informels, enregistrer le vocabulaire correspondant à ces préoccupations;
- identifier les mots ou les thèmes clés chargés de sens pour les adultes analphabètes;

17 UNESCO, conférence générale, quatrième session extraordinaire, Paris, 1982, *deuxième plan à moyen terme (1984-1989)* p.78, Paris, Unesco, 1983, 4XC/4

18 Paulo Freire, *pédagogie des opprimés, suivi de conscientisation et révolution*, Paris, Maspéro, 1974

19 H.S. Bhola, *Tendances et perspectives mondiales de l'éducation des adultes*, U.N.E.S.C.O, Paris, 1989

- illustrer les mots par des images ou des dessins;
- lors d'une réunion de pré-alphabétisation, utiliser les dessins et ou les images comme base de discussion. Dans les centres de culturels, les discussions doivent porter sur une gamme étendue de sujets. On veillera à permettre aux adultes analphabètes de distinguer entre la nature qui ne peut être modifiée et la culture qui peut l'être. A près avoir examiné toutes les images, ces analphabètes seront motivés pour apprendre à lire et à écrire ce dont il est question;
- projeter les images et les mots sous forme de diapositives;
- découper les mots en syllabes et indiquer les familles phonétiques: les mots clés sont choisis avec grand-soin. Ils doivent être courants et chargés de sens, etc

L'inconvénient c'est que la méthode ne propose pas grand-chose pour la consolidation des acquis, des connaissances.

Cette méthode ne semble pas avoir retenu l'attention de l'U.N.E.S.C.O. ni celle de l'Etat Brésilien qui, lors du lancement du mouvement d'alphabétisation (Mobral) le 8 septembre 1967, à l'occasion de la journée internationale de l'alphabétisation opta pour la méthode fonctionnelle, avec, au fur et à mesure, l'introduction de nouveaux objectifs tendant à faire la jonction entre les deux méthodes. Le Niger pour sa part, n'a jamais opté pour la méthode de Paulo Freire au cours de ses différents programmes. Ce sont là, brièvement expliquées, les trois approches en matière d'alphabétisation. Un pays pourra (difficilement, il est vrai) opter pour une approche autre que celle dite fonctionnelle, approche sur laquelle nous aurons à revenir dans notre exposé. C'est dire que la plupart des pays du tiers-monde optèrent, à leur corps défendant, pour cette méthode qui est sélective parce que c'est depuis les années 70, la seule véritablement financée par les organismes internationaux car répondant au voeu des Etats-Unis d'Amérique.

III LES DIFFERENTS PROGRAMMES D'ALPHABETISATION AU NIGER

Le Niger n'a jamais engagé une campagne d'alphabétisation au sens classique du terme. Il a opté, sous influence il est vrai, pour des stratégies qui sont pensées, définies par l'Unesco ou en tout cas inspirées par des pays tiers ou des organismes internationaux. Une campagne au sens classique suppose une mobilisation générale, systématique, de la population. Elle suppose aussi que les décideurs du pays aient le choix entre les trois approches décrites ci-dessus ou une autre. Nous avons vu que l'acceptation de la diffusion de la méthode fonctionnelle prouve le triomphe des vues américaines. Ceux-ci encouragent plutôt une campagne sélective au détriment d'une campagne d'alphabétisation massive. De sorte que dès la déclaration de Persépolis, l'Unesco opta elle-même pour la méthode sélective qui prend le nom pudique de méthode ou d'approche fonctionnelle. Il est à remarquer qu'en dehors du Brésil, la plupart des pays où les campagnes d'alphabétisation ont réussi étaient d'obédience soviétique ou socialiste: Vietnam, Nicaragua,

Chine, Somalie. Le Niger opta donc pour des programmes. Certes dès 1962 il eut amorcé et l'on expérimenta un projet dont nous avons parlé. Désormais, les programmes (ce n'est qu'improprement que nous parlerons de "campagnes") coïncident, démarrent avec les plans quinquennaux et se déroulent comme ces derniers sur cinq ans.

Nous ne parlerons que de quelques programmes représentatifs, comme indiqué. Ces échantillons sont les plus représentatifs de ce qui s'est passé en matière d'alphabétisation des adultes au Niger sur les trente dernières années.

a) les programmes 1964-1968-1968-1974

Certes comme nous l'avons vu, les actions d'alphabétisation de la population ont été engagées dès les indépendances. Cependant, c'est, véritablement, après le projet pilote financé en 1962-1963 par L'Unesco que les choses vont prendre de l'ampleur. Dès le plan quinquennal 1964-1968, le gouvernement traça alors le programme de centres autogérés d'alphabétisation. De sorte que les objectifs assignés aux actions d'alphabétisation au Niger sont définis dans ce plan. Ils se présentent comme suit:

- Lutter contre l'analphabétisme au Niger, tout en favorisant l'épanouissement de l'homme, en développant chez lui, l'esprit critique, d'analyse, et des attitudes favorables au changement vers le progrès.

- Sensibiliser les populations : en leur faisant prendre conscience de leurs problèmes de développement, afin de les amener à chercher les solutions.

- Concevoir une méthode d'éducation qui prend en compte les problèmes de développement, celui de l'insertion du citoyen dans le processus de démocratisation.

- Faire des langues nationales, par leur utilisation dans tous les secteurs de la vie nationale, de véritables instruments de développement. (20)

Il faut dire qu'il y avait urgence. Le pays est l'un des plus pauvres au monde. A l'indépendance, le taux d'analphabétisme était de 90%. Toutefois, le programme 1964-1968 fut surtout appliqué dans les grands centres urbains et les villages, généralement les chefs lieux de département et d'arrondissement. Par des compte-rendus lors de rencontres multilatérales et bilatérales, il a été possible, en les lisant de savoir ce qui s'est réellement passé. Il s'est trouvé que bien que l'expérience pilote dans le département de Maradi a été concluante, l'application du programme a été très difficile à l'échelon national. Ceci, parce que le Niger n'est nullement un pays homogène constitué d'une seule nationalité mais de huit nationalités donc de huit langues qui sont :

20 Ces éléments sont reconfirmés dans le *Rapport des journées de réflexion sur l'alphabétisation* (Tahoua du 16 au 21 janvier 1994)

le Haussa, le Zarma, le Fulfuldé, le Kanuri, le Tamasheq, l'Arabe, le Toubou et le Gourmanntché. Certes en Haussa et Fulfuldé il y avait déjà des spécialistes de la transcription dès 1960 grâce justement à la communauté linguistique entre ces deux communautés et celles du Nord Nigeria, mais dans les autres langues, les spécialistes manquaient. Dès lors, le programme en langues nationales qui aurait pu fonctionner sera mis en veilleuse et l'on se rabattit sur la langue officielle qu'est le français. Le programme 1964-1968 aurait pu être un succès s'il n'y avait pas eu ces facteurs liés à l'impossibilité de généraliser l'enseignement d'une langue nationale à l'ensemble du pays, le manque d'enseignants maîtrisant la transcription des différentes langues.

Cette stratégie pouvait faire ses preuves au niveau local, mais au niveau national, dès qu'il a été question de son élargissement, des problèmes se sont posés. Aussi, à l'instar de nombre de pays de la zone franc, le Niger mènera jusqu'en 1974 les programmes en ayant recours au français mais avec aussi, surtout dans les coopératives, à l'enseignement en Haussa. La particularité de la campagne en français, c'est l'accent mis sur l'enseignement de la lecture dans cette langue. Ici, on transpose principalement les programmes et méthodes de l'enseignement primaire aux classes des adultes en les condensant. L'essentiel était de parvenir en deux ou trois ans à faire parcourir par l'adulte le *cursus* que mettait l'écolier du primaire à arriver au certificat d'études par exemple. Dès lors, cette alphabétisation prenait des allures de cours d'adultes. Pour le calcul par exemple, les abécédaires pour adultes proposaient des exercices du genre : 2 billes + 2 billes = ?

5 lapins - 1 lapin = ? etc.

Aussi, cette période connut-elle de nombreux abandons, car les adultes se voyaient ramenés au stade de gamins, à qui l'on demandait d'annoncer des mots dont ils ne comprenaient pas la signification et ne trouvaient donc pas de réponses à leur quête de connaissance. Chose aberrante, malgré l'inadéquation de ces méthodes, l'on continua cet enseignement jusqu'en 1974. Toutefois, dans les coopératives, c'était un enseignement en langue nationale certes, mais sélectif car devant répondre à des exigences imposées par l'extérieur dans le cadre de l'alphabétisation fonctionnelle. Il y a bien eu poursuite des programmes d'alphabétisation, mais comme indiqué ci-dessus, nous ne prendrons que les périodes les plus significatives.

b) les programmes d'alphabétisation à partir de 1974

1974 est une année charnière car, c'est une année de changement de régime au Niger. Le pouvoir de feu Diouri Hamani, confronté à des difficultés nombreuses, à une sécheresse et à une famine qui décimèrent des milliers d'hommes et d'animaux, fut renversé avec l'aval de la France qui soupçonnait surtout ce gouvernement de vouloir sortir de la sphère d'influence française. Diouri fut donc renversé dans la nuit du 14 au 15 Avril 1974 par une junte de militaires "nationalistes" mais

qui en réalité allaient se révéler serviteurs zélés d'une métropole incapable de comprendre le besoin des populations qui aspirent à un changement et même à une redéfinition des relations franco-nigériennes. C'est aussi l'année de transformation du service de l'éducation des adultes en une direction de l'alphabétisation et de la formation permanente. Désormais son but est ainsi défini : "sensibiliser par l'alphabétisation un noyau d'adultes pour qu'il amène la collectivité toute entière à prendre conscience des réalités de son milieu, à analyser puis à maîtriser ses problèmes, à participer volontairement à son propre développement. "21

Nous citons là le document présenté par le délégué du Niger à ce séminaire, délégué qui n'est autre que le directeur de l'alphabétisation et de la formation permanente. Il n'est donc nullement question de campagnes massives -celles-ci sont jugées onéreuses- et cet extrait fait bien échos à ce qui a été adopté onze ans auparavant à Téhéran sur l'alphabétisation fonctionnelle qui, "loin d'être une fin en soi...doit être conçue en vue de préparer l'homme à un rôle social, civique et économique débordant largement les limites de l'alphabétisation rudimentaire réduite à l'enseignement de la lecture et de l'écriture. L'apprentissage même de l'écriture devait être l'occasion d'acquérir des notions utiles à l'amélioration immédiate du niveau de vie ; lecture et écriture doivent déboucher non seulement sur des connaissances générales élémentaires, mais sur la préparation au travail, l'augmentation de la productivité, une participation plus grande à la vie civique, une meilleure compréhension du monde environnant. Et, ultérieurement, s'ouvrir sur le fond culturel humain."22

Le Niger s'engagea ainsi, dans une vaste stratégie d'éradication de l'analphabétisme. Les objectifs fixés depuis le début des actions restant les mêmes.

De 1974 à 1983, le centre de formation des cadres de l'alphabétisation vit ses effectifs croître. Au niveau du budget alloué au service d'alphabétisation, en 1983, la part de l'Etat nigérien s'élevait à sept cents deux (702) millions de francs. Durant la même période, les effectifs du centre étaient de 16 cadres de formation universitaire, 92 cadres moyens d'exécution et de 36 agents de liaison. Au niveau du système formel, la scolarisation des enfants en âge d'aller à l'école connut un essor pour atteindre 18,9% et les centres d'alphabétisation augmentèrent de 45 %. La population analphabète globale était tout de même de 90%. (23)

Pour éradiquer l'analphabétisme, l'Etat engagea donc un combat à deux volets : la scolarisation massive des enfants et l'éducation des adultes. De la période précédente, le régime

21 *Stage de formation et sous régional sur la postalphabetisation, Niamey, 5Nov-30Nov 1975, rapport final*

22 *Rapport final, congrès mondial des ministres de l'éducation sur l'élimination de l'analphabétisme, Téhéran 1965, UNESCO, Paris, 1965*

23 *Source: Niger, étude sur la postalphabetisation : les foyers d'éducation permanente, rapport du séminaire du 4 septembre 1984, p 45*

militaire avait hérité de 100 centres d'alphabétisation. Le gouvernement décida alors d'atteindre le seuil de 36% d'alphabétisés dans tout le pays. Il promit l'ouverture de 1000 centres supplémentaires. Toutefois, trois ans après le début du programme 1979-1983, le pays vit ses centres croître au rythme de 38% par an, soit 116 centres par an, en moyenne. Jusqu'en 1979, au niveau national, trois services oeuvraient séparément en milieu rural pour sensibiliser, éduquer les adultes. Ces trois services sont : celui de l'animation, créé en 1962, l'U.N.C.C (union nationale des centres des coopératives), et le service d'alphabétisation. Entre ces services, il n'y avait ni coopération ni, collaboration, bien qu'ils agissent tous les trois pour le même but. Créée en 1962, L'U.N.C.C. qui va devenir dans les années 80 U.N.C (union nationale des coopératives) est constituée de quatre directions qui sont: la direction de l'administration générale, celle des finances, celle de la production et enfin celle de la coopération. C'est surtout cette dernière qui oeuvre pour l'éducation des adultes. De sorte que dès 1968, elle vulgarisait l'alphabétisation fonctionnelle principalement dans le domaine de la comptabilité. Elle a pour mission, cette direction de la coopération, la formation des agents, l'encadrement et le recyclage, l'animation des coopératives et des stages de formation des paysans, etc.

Quant au service de l'animation, il est, lui aussi, créé en 1962 et possède trois centres pilotes: Gaya, Tillabéry et Matamèye. Son objectif: "sensibiliser la population rurale, la former et l'organiser en vue de la prise en charge par cette population de son propre développement."²⁴ Ce service dépend du ministère du développement rural. Pour ses concepteurs, cela veut dire que la population rurale doit intérioriser les transformations technologiques qu'exige le développement. A ce titre, son travail sur le terrain se divise en trois phases: la sensibilisation, l'étude du milieu, le recrutement de stagiaires dans les communautés villageoises, stagiaires qui, une fois formés, retourneront dans leur milieu pour, à leur tour, former leurs semblables. Toutefois, au niveau pratique, les choses ne se sont pas toujours passées de cette manière, car lors d'une table ronde organisée en 1979 à Niamey par ce service, son directeur reconnaissait que souvent, faute de moyens, le travail s'arrêtait au stade de la sensibilisation. Pour sa part, le service de l'alphabétisation et de la formation permanente est une direction du ministère de l'éducation nationale et sa mission est de faire prendre conscience aux populations de leurs problèmes et de les amener à participer volontairement à la résolution de ceux-ci, de " développer chez le nigérien un esprit d'analyse critique et des aptitudes favorables au changement et dans le but de favoriser son épanouissement, de favoriser la promotion culturelle de la communauté toute entière par l'usage des langues du pays, seul instrument de communication réelle de la masse."²⁵

Compte tenu de la similitude existant entre les objectifs de ces trois services, dès 1979,

²⁴ *Ibid* , p 5

²⁵ *Stage de formation sous-régional sur la postalphabétisation, rapport final, p 6*

demande a été faite aux trois services d'harmoniser leurs actions afin de parvenir à des résultats tangibles sur le terrain. De sorte que les actions d'alphabétisation sont fixées comme suit:

- l'alphabétisation générale en milieu rural;
- l'alphabétisation en milieu urbain;
- l'alphabétisation fonctionnelle en milieu urbain;
- l'alphabétisation fonctionnelle en milieu rural.

A partir des années 80-90, d'autres thèmes verront le jour : l'alphabétisation des élus, celle des femmes et des jeunes filles, l'évaluation des programmes d'alphabétisation, le financement des actions d'alphabétisation et partenariat, etc.

De ce point de vue, pour le service de l'alphabétisation, il existe une distinction entre ces différentes formes d'alphabétisation. L'alphabétisation générale en milieu rural, par exemple se fait à la demande des populations. Si nous prenons le cas d'une sous-préfecture, les habitants demandent au sous-préfet l'ouverture d'un centre d'alphabétisation dans leur village. La demande est alors transmise à l'inspection départementale de l'alphabétisation. En cas de disponibilité budgétaire, (minimum 6 mois), la demande est honorée. Néanmoins, dans le cadre de la participation communautaire, concept introduit par l'UNICEF dans les années 70 et adopté, depuis, par la plupart des institutions spécialisées de l'ONU, il sera demandé à la population de prendre en charge une partie des frais, principalement les locaux, au cas où les cours n'auros pas lieu dans des classes, en dehors des heures normales d'enseignement. Entre temps, on vérifiera par des enquêtes, la motivation et le sérieux du désir d'apprendre de cette population. Ensuite, elle choisira en son sein un instructeur qui sera formé deux mois durant par le service d'alphabétisation à la transcription. Cet instructeur est généralement un ancien élève. En ce qui concerne l'alphabétisation fonctionnelle en milieu urbain ou rural, elle a lieu le plus souvent dans le cadre des projets de développement. C'est l'alphabétiseur qui va vers les populations et l'ouverture d'un centre est liée à des opérations de développement dont les adultes voient l'intérêt. Aussi, c'est le service qui leur propose l'ouverture d'un centre. Cette formation peut s'adresser aussi bien à des apprentis chauffeurs qu'à des enfants de la rue, etc.

Dans le cadre de cette forme d'alphabétisation où les crédits sont faciles à trouver, quatre régions furent principalement touchées: Maradi(rappelez-vous que ce fut le premier centre pilote du Niger), Dosso et Badaguichiri. Dans le cas de Niamey, en 1978 furent ouverts des centres liés à l'ouverture du projet productivité Niamey (PPN).

Si en 1974 on ne dénombrait que cinq centres de grande importance dans le cas de l'alphabétisation fonctionnelle, en 1978, ces centres étaient au nombre de douze et regroupaient entre 130 à 150 adultes par centre. Toutes les actions en matière d'alphabétisation sont désormais coordonnées par un service central, en particulier la direction de l'alphabétisation et de la formation permanente. En fin 1978, pour l'ensemble du pays, l'alphabétisation touchait 782 villages

(le Niger compte plus de 10000 villages) soit 18503 adultes. 16017 furent considérés comme alphabétisés. Il existait à l'époque 105 centres de post-alphabétisation, 13 journaux régionaux, 24 journaux villageois et 45 bibliothèques de villages. On peut dire sans risque de se tromper que ce fut à partir de 1974 que l'alphabétisation connut un développement prodigieux. Désormais, en l'espace de cinq ans sur les 8 langues du pays, six servaient à l'alphabétisation. Les deux restantes à savoir le Gourmantché et le Toubou ne l'étaient pas encore, faute de spécialistes. Un effort particulier fut fait en direction des langues nationales, avec la mise en place dès 1975 d'un groupe de réflexion sur celles-ci. On produit en quantité non négligeable des ouvrages (abécédaires) dans le domaine de l'agriculture, de la santé, du civisme, de la commercialisation des produits agricoles, des eaux et forêts, des contes, de l'histoire et de la géographie et ce, dans six langues sur huit. On mit sur pied un journal rural (au niveau national) le "Ganga", c'est à dire le tambour.

En 1979, 1036 villages étaient touchés soit :

938 centres;

21182 inscrits en début de campagne;

10071 présents en fin de campagne;

11131 testés;

1613 alphabétisés;

7,6% d'alphabétisés inscrits.

A partir de 1978- 1979, le Niger passa à un stade suivant, celui de la post-alphabétisation, principalement en créant des foyers d'éducation permanente. Avant de passer à ces foyers, nous reproduisons ici un tableau montrant, à l'instar d'un certain nombre de pays, la stratégie adoptée par le Niger dans le cadre de l'alphabétisation et de la post-alphabétisation.

STRATEGIE

	Burkina	Chine	Colombie	Indonésie	Jamaïque	Kenya	Népal	Niger	Sénégal	Thaïlande	Vietnam
- Journaux, Journaux muraux et magazine pour néo-analphabètes	●	●	●	●	●	●		●		●	
- Matériel textuel pour des études de post alphabétisation		●		●	●		●				●
- Matériel de lecture supplémentaire	●			●	●		●	●			
- Bibliothèques pour les nouveaux lecteurs						●					●
- Textes de vulgarisation produit par les organismes(santé, agriculture)							●	●	●		
- Programmes extra scolaires et conduisant à des prix parallèles au système scolaire		●	●	●			●			●	●
- Programmes intermittents conçus pour des besoins et intérêts particuliers	●			●	●		●	●	●		
- Cours par correspondance	●	●	●								
- Groupes locaux d'étude et d'action		●	●	●				●		●	
0 - Radio, télé(nouveaux Médias)	●	●	●	●	●		●		●	●	
1 - Médias populaires et traditionnels								●			
2 - Sports, Jeux, culture physique											
total	5	6	5	7	5	2	6	6	3	4	3

Dans le tableau ci-dessus, nous constatons que sur le plan des stratégies mises en oeuvre, le Niger se situe en tête de peloton, immédiatement après l'Indonésie, avec le même nombre de points que le Népal. Cependant, ce n'est là que de la stratégie. Qu'en est-il des résultats sur le terrain ?

Le taux d'analphabétisme au Niger est supérieur à 71,6% alors qu'au Sénégal, il n'est que de 61,7% en 1990, selon les statistiques fournies par l'Unesco. Il faut donc être prudent car il y a un écart entre la stratégie et les résultats.

c) les Foyers d'éducation permanente

Nés dans les années 1978-1979, ces foyers sont appelés à assurer non seulement l'alphabétisation, la post alphabétisation mais aussi et surtout la mobilisation des populations en vue de la création de ce que le régime militaire nomme la société nationale de développement (SND). Il s'agissait, pour les militaires d'amener la population nigérienne à accepter de participer à la construction d'une nouvelle forme de société qui promet pour tous le bonheur et la prospérité. En d'autres termes, ces foyers d'éducation permanente se fondent sur la participation communautaire à tous les échelons de l'éducation ou du processus d'éducation des adultes. A ce titre, il faut se rappeler que le concept de participation a fait son apparition à l'intérieur du système des Nations Unies par le biais de l'Unicef à qui l'O.M.S l'emprunta dès les années 1970. Il s'agit d'initier un certain nombre de projets qui requièrent une participation populaire afin que, même après le départ des experts requis auprès de ces projets, que les populations puissent continuer à les faire fonctionner. Selon l'O N U et ses institutions spécialisées, cette participation revêt trois dimensions:"

1°) la participation de tous ceux qui sont concernés quant aux décisions de ce qui doit être fait et la façon de le faire;

2°) une contribution active à l'effort de développement, c'est à dire la mise en oeuvre des décisions ;

3°) la participation aux avantages résultant des programmes."1

Un quatrième élément est ajouté à savoir l'évaluation locale(mais très vite elle est apparue comme faisant partie de la décision). Un rapport de l'O.M.S. datant de 1970 donne davantage plus de précisions quant à ce qu'il faut entendre par participation communautaire. Il est écrit que: " dans l'ancienne idéologie, la "participation" était conceptualisée comme un effort consenti par les individus pour aider à l'exécution de plans déjà établis et d'objectifs fixés verticalement. Ce type de

1 *Towards a typology of popular participation, Politic Planing and program reviw departement, the World Bank, Washington, DC, May 1978, P16*

participation prescrivait l'acceptation passive de service et la fourniture d'une aide en nature ou en espèces, qu'il s'agisse de donner de l'argent pour une pompe, de creuser un puits pour un approvisionnement en eau ou de poser des briques pour un centre de santé ou une école. C'était un moyen d'obtenir la main d'oeuvre bon marché qui intéressait principalement les régions rurales. Or, la dynamique d'une société en mutation exige beaucoup plus que la simple acceptation, l'allégeance et le travail non rétribué. Le nouveau type de participation exige l'identification au mouvement, qui est issue de la participation à la réflexion, à la planification, à la décision, à l'exécution, et à l'évaluation et qui est centrée sur un seul objectif, à savoir le développement socio-économique dont la santé n'est qu'une partie importante, il est vrai. C'est un processus mental autant qu'un processus physique."²

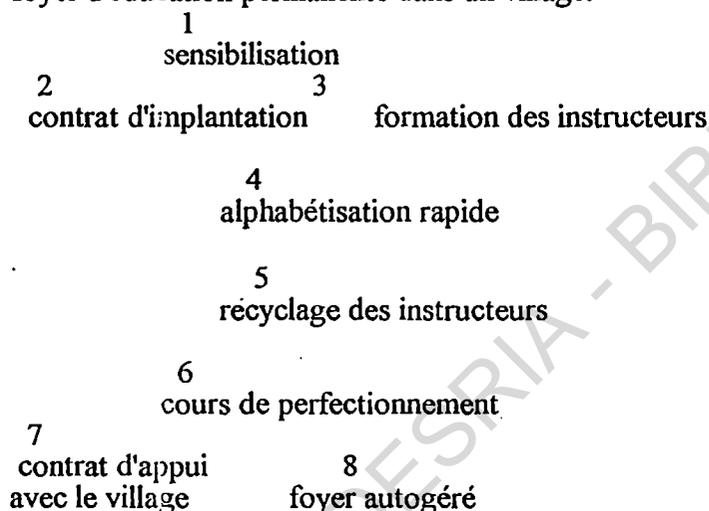
Cette participation se fonde sur le fait que de plus en plus les institutions onusiennes manquent de ressources pour faire face aux tâches de développement dans le Tiers -Monde compte tenu de la poussée démographique et qu'il fallait trouver le moyen de continuer à engager des projets de développement à moindre coût. A partir des années 70 et 80, elle donnera lieu à des slogans comme "la santé pour tous en l'an 2000 (O.M.S) ou "l'éducation pour tous en l'an 2000 (Unesco). Les foyers d'éducation permanentes veulent participer au même mouvement, à la différence qu'ils ne se départissent pas de l'ancienne idéologie et que les militaires crurent avoir ainsi trouvé le moyen d'embrigader les populations. Certes, l'on ne perd pas de vue les questions liées à l'alphabétisation, mais quant au fond, l'usage que l'on voulu faire de la participation est tout autre. Au niveau de l'alphabétisation, lors d'un séminaire sous- régional sur la post alphabétisation organisé à Niamey du 5 au 30 Novembre 1978, le directeur de l'alphabétisation, dans un document présenté à l'assistance traça les grandes lignes que désormais le Niger s'engage à suivre en mettant sur pied ces foyers d'éducation permanente. Il s'agit entre autres:

- de maintenir les connaissances acquises au cours de l'alphabétisation , afin d'éviter un retour à l'analphabétisme;
- de consolider et d'approfondir les connaissances des adultes alphabétisés, d'où la nécessité d'une formation continue;
- de faire participer les néo-analphabètes à l'organisation du programme de post alphabétisation afin de donner aux adultes alphabétisés la possibilité de participer activement à l'amélioration des conditions de leur communauté et au développement socio-économique de leur région;
- de veiller à la sauvegarde du patrimoine culturel.

² *Education sanitaire, plus particulièrement axée sur l'approche des soins de santé primaires, comité régional de la Méditerranée Orientale, vingt septième session ,OMS, bureau régional de la Méditerranée Orientale, le Caire, 16 Août 1977, p.5*

Pour atteindre ces objectifs, le service de l'alphabétisation reconnaît, dans le même document qu'une méthode non directive et non formelle s'impose pendant la période d'alphabétisation. Pour la réussite de ces foyers, le même document fixe un certain nombre de préalables. il faut donc:

- Une définition de l'alphabétisation et de la politique d'alphabétisation;
- une réussite des campagnes d'alphabétisation;
- l'existence de structures favorables;-
- l'existence du matériel et des documents pour la consolidation des acquis;
- un noyau d'adultes alphabétisés et formés en vue de la prise en charge des activités de post alphabétisation au niveau des villages;
- la formation des cadres nationaux
- l'introduction des langues nationales dans l'administration ;
- la promotion et la production littéraire en langues nationales. Tout cela est précisé dans le schéma ci-dessous qui est censé, en huit points, donner les phases nécessaires à l'implantation d'un foyer d'éducation permanente dans un village.



Source : *Etude sur la post alphabétisation: les foyers d'éducation permanente*, Niamey, septembre 1984

Nous allons expliquer sommairement ces huit points pour donner une idée du problème, de la tâche.

La phase de sensibilisation peut durer une année. Elle consiste à montrer à la population les avantages qu'elle pourra tirer de l'alphabétisation. Elle est faite par un animateur qui en même temps qu'il sensibilise la population, procède à une étude du milieu afin de déterminer les activités marquantes des villageois. Une fois que la population donne son agrément, une demande est alors adressée aux autorités régionales qui peuvent répondre favorablement ou non en fonction des critères que nous avons vus au niveau de l'alphabétisation fonctionnelle. En cas d'accord des autorités, un contrat est alors signé, contrat dans lequel la population s'engage à prendre en

charge la construction et l'entretien des locaux, alors que l'Etat de son côté s'engagera à fournir les matériaux, les documents, etc.

La signature du contrat s'accompagne par le choix par la population en son sein d'individus qui vont recevoir une formation rapide en alphabétisation et qui, de retour au village, se chargeront de la formation, de l'alphabétisation des villageois. L'alphabétisation dans les foyers d'éducation permanente est rapide, très rapide. Il s'agit d'abandonner cette longue période de trois à quatre ans pendant laquelle la déperdition est très grande. Désormais le cours dure trois mois, celui du perfectionnement aussi. Dès 1979, l'on justifie les actions de ces foyers de la façon suivante : " le foyer d'éducation permanente sera conçu comme une institution villageoise de promotion sociale et économique. il doit permettre aux alphabétisés, aux scolarisés et à tous les membres de la communauté villageoise de bénéficier d'une formation en vue de réaliser des actions de formation et de développement."³ C'est donc dans cette perspective que l'on opta pour une alphabétisation rapide en deux phases: l'alphabétisation proprement dite et le perfectionnement. Mais ce qui est contradictoire, c'est qu'au cours de la même période, la part du Niger au budget d'ensemble qui devait s'élever à 7% du montant global n'était que de 2%. Ceci va avoir des répercussions très graves sur ces foyers qui, à partir de 1983 ne feront presque plus parler d'eux. Il est possible que les bailleurs de fonds aient, finalement, renoncé à continuer le financement de structures qui, à y voir de près, n'ont rien de démocratique. Certes l'action pouvait être louable, au plan méthodologique, surtout. Au cours de la formation, les candidats envoyés par les villages étaient initiés à la méthode d'alphabétisation rapide, à celle pour le perfectionnement, à la transcription de la langue de la région ou du village, à l'animation, à la connaissance du milieu, et à la manière de gérer un centre autogéré d'éducation permanente. Le service de l'alphabétisation n'a pas été en mesure de nous fournir des statistiques sur ces foyers d'éducation permanente. Toutefois, un document produit par la promotion 1984 du centre de formation des cadres de l'alphabétisation explique l'échec par la diminution des crédits de l'Etat certes, mais constate qu'il y avait aussi une déperdition expliquée par la mobilité de la population dont les bras valides allaient, une fois les travaux champêtres achevés, en exode en Côte d'Ivoire ou au Nigeria. Le Niger étant un pays pauvre et soumis à des sécheresses endémiques, la population en âge de travailler préfère l'exode dans les pays côtiers afin de chercher sa subsistance. Ceux qui restaient sur place, vieillards et enfants ne pouvaient plus alors s'occuper des centres d'alphabétisation. En cas de présence des bras valides, ces hommes refusaient de suivre des cours d'alphabétisation en langues nationales et exigeaient des cours en français parce qu'une fois à l'étranger, c'est cette langue qui leur servait de moyen de communication. Au bout du compte, cette étude qui est une enquête de cette promotion et intitulée: *Niger, Etude sur la post alphabétisation, les foyers d'éducation permanente*, Niamey,

³ Définition arrêtée par le Séminaire des cadres de l'alphabétisation en 1979, Document, p 5

1984, reconnu l'échec de ces centres.

Selon ce document, ces foyers étaient appelés à renforcer la post alphabétisation et à aider les adultes à mieux gérer leur existence. dans l'optique de ces foyers, " l'alphabétisation, ce n'est pas seulement apprendre à lire, à écrire, et à compter, mais aussi, sinon plus, à rendre les masses adultes aptes à mieux participer aux opérations de développement. 4 "

Il s'ensuit que les foyers devaient alors remplacer les centres de post alphabétisation qui, du point de vue de l'esprit des concepteurs de ces foyers, mettaient l'accent sur un niveau (ceux qui sont déjà alphabétisés) et lient cette action à cette seule catégorie et au seul service de l'alphabétisation. et :

ceux de "centres autogérés "qui mettent l'accent sur un mode de gestion ;

le foyer d'éducation permanente doit s'intégrer à la communauté villageoise. De sorte que ses programmes s'ouvrent vers les acquisitions nécessaires à la croissance de la production agricole, pastorale et individuelle. De même ils porteront aussi sur la connaissance des moyens, des techniques et méthodes permettant l'amélioration des conditions sanitaires des populations et des animaux. De même, le foyer devrait servir de cadre à l'apprentissage de méthode de gestion, de commercialisation et d'assainissement des marchés dans le sens d'une amélioration des revenus du monde rural, tout en étant aussi un centre d'éducation et de formation créant les conditions nécessaires à la promotion culturelle et individuelle et collective en relation avec les centres institutions vouées à l'éducation populaire et scolaire.(5)

Nous sommes là, au niveau des textes. Sur le terrain, les choses se sont passées autrement car, reconnaît le document précité, "... par rapport au seuil de "non retour" de 30% d'alphabétisés, c'est à dire 567.000 jeunes et adultes de 15 à 40 ans en 1978, 437 alphabétisés en quatre ans représente un acquis de 0,76% seulement."6

Les alphabétiseurs disposaient durant la même période de 24 affiches dont trois seront reconnues défectueuses en fin de campagne. On mit aussi à leur disposition un certain nombre de jeux éducatifs dont l'application se fera de la façon suivante:

- jeu de lettres: introduit dans 6 centres sur 10
- jeu de maraîcher:..... 6 centres sur 10
- jeu des aliments:..... 7 centres sur 10
- jeu des proverbes: 6 centres sur 10
- jeu de Dés:..... 3 centres sur 10

4 Niger. Etude sur la post alphabétisation. Les foyers d'éducation permanente, Niamey , septembre 1984, p 3

5 voir *ibid.*, p 12

6 *ibid.* ,p 4

En 1980 l'on procéda à un test de niveau sur un échantillon pris au hasard dans 12 villages issus de départements différents.

les résultats sont ainsi répertoriés :

Novembre Decembre 1980

Villages	inscrits	réguliers	alphabétisés	1/2 Alpha.	durée effective
Foga	19	7	3	4	4mois
Darey	35	12	14	7	3 1/2
Ala	27	9	2	7	3 1/2
Nadara	17	8	1	1	4
Kao	20	6	0	1	6 1/2
Gaway	12	5	1	3	4
Taza	32	8	3	5	2 1/2
Mogar	26	6	4	1	4
Karayé	20	6	0	2	?
Karayé cpt	40	20	0	4	5
Gamban	?	9	3	3	3
Bagga	12	5	1	1	5

Source: *Etude sur les foyers d'éducation permanente*, p21-22

Pour étayer la thèse selon laquelle c'était l'échec au niveau de l'application sur le terrain, la document précise : "...Les villageois restent insensibles aux arguments généralement avancés par les agents pour les inviter à s'alphabétiser. Le manque de résultats tangibles alors que les centres d'alphabétisation fonctionnent depuis plusieurs années a fait perdre de sa crédibilité au discours."⁷

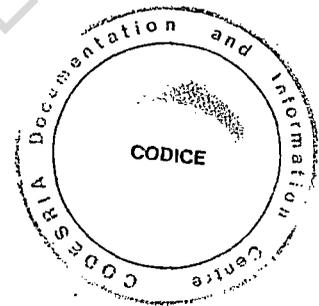
IV LA SITUATION ACTUELLE DE L'ALPHABETISATION AU NIGER

Au niveau des statistiques, il s'avère qu'il faut manipuler celles du Niger avec précaution. Il s'agit là d'une carence que le ministre de l'éducation de l'époque (années 80) reconnaissait lui-même lors du séminaire des cadres de l'alphabétisation de 1983, en mettant en garde les " inspecteurs de l'alphabétisation qui ne pouvaient présenter un bilan objectif, clair et précis de la situation."⁸ il reconnaissait ainsi que la situation n'était pas reluisante. De plus, les partenaires ne pouvaient plus continuer à financer des projets, ne sachant pas à partir de statistiques fiables, quel a été le chemin parcouru et celui qui reste à parcourir. Le pays s'apprêtait surtout à signer des

⁷ *ibid.* , p 13

⁸ *Rapport sur le Séminaire des cadres de l'alphabétisation en 1983 (allocation du ministre de l'éducation nationale reproduite en l'état), p 6*

accords avec la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International. Or tout le monde sait que ces institutions ne se contentent point de bonnes intentions, mais veulent des chiffres à partir desquels elles prendront ou non une décision d'aide. C'est ainsi que le gouvernement nigérien mit sur pied, à partir de 1986, un bureau de suivi et d'évaluation, chargé chaque année de collecter l'ensemble des données et donc de lui fournir à chaque fois que nécessaire, des statistiques à jour. En 1983 déjà, il s'engagea dans une nouvelle politique économique et sociale avec le concours des deux institutions précitées, politique connue sous le nom de Programme d'Ajustement Structurel (P.A.S). Le volet qui concerne l'éducation sera présenté sous l'appellation de Projet Education (phase I, II, III, etc...). Les objectifs initiaux donnés dans le chapitre précédent restent, mais l'Etat bâtit un nouveau projet dont les éléments se trouvent dans le tableau ci-dessous.



		objectifs quantitatifs	
Domaine	situation actuelle	moyen terme	long terme
Analphabétisme (15 ans et plus)	analphabètes 1980 nombre 2.560.000 Taux: 90,2%		
Alphabétisation des jeunes et des adultes	programme de 1982: centres: 944 participants: 17450	ouverture de centres d'alphabétisation dans tous les projets de développement	
Enseignement primaire	scolarisation (1982-1983) effectifs: 244800 taux brut: 27% taux net: 23		augmentation substantielle du taux de scolarisation
Domaine	objectifs quantitatifs		
Développement conjugué	généralisation de l'utilisation des langues nationales dans les deux sous-systèmes recherche des moyens d'une meilleure coordination entre les deux sous-systèmes enseignement des méthodes et techniques d'alphabétisation dans les programmes de formation du personnel de l'éducation	Création d'une académie des langues nationales Création de bibliothèques populaires participation des maîtres à l'alphabétisation grâce à une nouvelle organisation du temps scolaire Création de fonds de soutien à l'éducation et à la formation Initiation des cadres à la transcription et à la lecture des langues nationales	
Alphabétisation des jeunes et des adultes	renforcement de l'action d'alphabétisation, notamment à l'égard des travailleurs et des femmes Encouragement à l'auto-encadrement des villageois pour la création de nouveaux centres d'alphabétisation	obligation pour les sociétés d'alphabétiser leur personnel	
Enseignement primaire	généralisation de l'utilisation des langues nationales dans les deux premières années d'enseignement introduction des activités pratiques et productives	poursuite des recherches et de l'expérimentation pour l'introduction des langues nationales de la 3ème à la 6ème année augmentation des locaux (réduction des coûts) mise en place d'un service civique national d'enseignement	

C'est éléments ainsi répertoriés par l'Etat dans ce tableau sont un voeu, car en l'état actuel des choses, ces objectifs sont loin d'être atteints. Pire, certains considérés comme essentiels sont abandonnés. C'est ainsi que le service civique national n'a duré que six ans, c'est-à-dire de 1986 à 1991. Depuis lors, il est supprimé, privant ainsi l'Etat d'une main d'oeuvre bon marché. L'obligation faite à toutes les sociétés d'alphabétiser leur personnel non instruit n'est plus respectée. Seuls les projets de développement rural entretiennent un semblant d'alphabétisation qui est basée sur la méthode fonctionnelle. Quant aux structures d'encadrement, elles sont dans un état d'abandon presque total. Le centre de formation des cadres de l'alphabétisation est fermé depuis 1992. Il y a certes un projet de l'Unesco qui prévoit sa réouverture pour en faire un centre sous-régional, mais pour le moment, il ne s'est pas concrétisé. Comme pour dire qu'aucun progrès sensible n'a été effectué, le tableau ci-dessous dressé par la banque Mondiale place le Niger parmi les pays où le seuil des 30 % d'alphabétisés au niveau national est loin d'être atteint. Ceci est confirmé par les autorités nigériennes elles-mêmes, pour qui "... il n'y a pas de développement possible pour une nation qui représente un taux d'analphabétisme en dessous de 30%. Or, le Niger enregistre seulement un taux de 17%. Par conséquent la situation nous interpelle à agir sans tarder si nous voulons entrer dans le concert des nations qui aspirent au développement."¹

Tableau : situation de l'alphabétisme en Afrique au Sud du Sahara en 19+90 pour la population âgée de 15 ans et plus (%).²

Pays	Total	Masculin	Féminin
Bénin	76,6	68,3	84,4
Burkina	81,8	72,1	91,1
Congo	43,4	30,0	56,1
Côte d'Ivoire	64,2	33,1	59,8
Gambie	72,8	61,0	84,0
Guinée	76,0	65,1	86,6
Liberia	60,5	50,2	71,2
Mali	68,0	59,2	76,1
Mozambique	67,1	54,9	78,7
Niger	71,6	59,6	83,2
Sierra Leone	79,3	69,3	88,7
Sénégal	61,7	48,1	74,9

Au vu de ce tableau, on a de quoi s'inquiéter quand on est nigérien. On remarque qu'un pays comme le Mozambique, qui durant des années était ravagé par la guerre civile, a un taux de scolarité plus élevé que celui du Niger. De même que le Mali, après plus de vingt ans d'une dictature féroce qui a longtemps négligé le système éducatif au profit de l'armée a pu se hisser au

¹ Rapport des journées de réflexion sur l'alphabétisation (Tahoua du 16 au 21 janvier 1994)

² Source : Rapport Banque Mondiale sur l'éducation 1991. Les mêmes éléments, nous les retrouvons reproduits in : *Afrique et Développement*, Vol XIX, nov-4, 1994

dessus du niveau du Niger. Au niveau même des chiffres internes, le taux d'analphabétisme est, chez les femmes plus élevé, il est de 83,2 % par rapport à celui des hommes. Ceci s'explique par un certain nombre de facteurs au nombre desquels l'Islam. En effet, les organisations féministes en l'occurrence l'association des femmes du Niger (A.F.N) et le rassemblement démocratique des femmes du Niger (R.D.F.N.) ne manquent aucune occasion pour rappeler cette injustice faite à l'endroit des femmes, injustice qui fait que dans des régions entières, le taux de scolarisation des jeunes filles en âge d'aller à l'école ne dépasse pas 10 % à cause des réticences de certains parents qui continuent de voir l'école moderne comme un lieu de perdition.

Beaucoup plus inquiétante est la situation créée par l'adoption des différents projets d'éducation qui, d'une manière ou d'une autre jumellent le système formel, le système non formel, non pas en créant "une passerelle", c'est-à-dire en faisant que les langues nationales soient adoptées dans l'administration au même titre que le français, ce qui permettrait une reconnaissance éventuelle des diplômes issus du système informel. Non la passerelle en question est due au fait que, le gouvernement, avec l'aide de la banque mondiale, s'est engagé depuis les années 1984 dans une nouvelle politique éducative de base qui, de son point de vue, à long terme ferait disparaître l'analphabétisme. Certes l'éducation et l'alphabétisation des adultes continueront à exister mais les crédits qu'on leur alloue iront en s'amenuisant.

Comment en est on arrivé là.

Il est bon de rappeler ce qui s'est passé durant les deux décennies sur le plan économique pour saisir les raisons d'une telle situation.

Entre 1974 et 1981, les recettes d'exportation du Niger liées à l'Uranium sont passées de 20 milliards à 132 milliards par an et en franc cfa. Mais dès 1982-1983, la tendance a commencé à fléchir pour s'inverser définitivement en 1987, ramenant les recettes de 132 milliards en 1981 à 87 milliards en 1987 et à moins de 30 milliards en 1990. En 1993 les estimations gouvernementales nigériennes les situent à 9 milliards.

L'encours de la dette qui, au plus fort du "boum" de l'Uranium n'était que de 29 % en 1981 dépasse les 50 % en 1987. Quant au service de la dette, il représente en 1987 30 % du produit national brut (PNB).

C'est ainsi que face à la détérioration des recettes d'exportation, dès 1984, le Niger, avec l'aide de la banque mondiale, décida de la mise en place d'un programme d'ajustement structurel, programme qui, comme son nom l'indique a pour but d'aider l'Etat nigérien à équilibrer dans un premier temps son budget, et à long terme, à dégager des fonds devant servir à une relance des activités économiques. Celles-ci, profitant de l'Uranium, ont pris de l'ampleur mais dès que les recettes fléchissaient suivaient la même courbe.

En 1986 fut signée une facilité d'ajustement structurel destinée aux entreprises publiques

(PASEP). Aussi, de 1986 à 1988, le Niger bénéficia d'un premier ajustement structurel global, si j'ose dire. La période 1987-1989 sera consacrée à la seconde phase. En 1987, le pays bénéficia de ce que dans le jargon de la banque mondiale on appelle facilité d'ajustement structurel renforcée qui devrait s'étendre sur la période de 1989-1991. La masse salariale, elle aussi, suivra les bonds des recettes d'Uranium. C'est ainsi que de 18,9 milliards en 1982, elle atteint 38,5 milliard en 1992. Le taux de scolarisation, selon un rapport des inspecteurs de l'enseignement du 1er degré, baisse quant à lui pour passer de 28,5 % en 1983, à 21,8 % en 1987. Ce même rapport dresse un tableau du taux de scolarisation par département.

DEPARTEMENTS	TAUX (EN%)
Agadez	44
Diffa	30
Dosso	26
Maradi	22
Niamey	88
Tahoua	23
Tillabéry	29
Zinder	29
Niger	30

Des études financées par le PNUD connues sous l'appellation de projet DCT/PNUD 8e ^1073.

/85002 du ministère du plan menées en 1986 nous montre qu'il y a un niveau déperdition très élevé sur l'ensemble du territoire. Nous n'allons pas entrer dans les détails. Ceci suffit donc pour notre propos.

Retenons que c'est pour remédier à ces fléaux qui frappent le système éducatif que furent mis en place les différents projets d'éducation dont le troisième concerne spécialement notre sujet. Ce projet a suscité beaucoup de controverses au Niger entre les étudiants et le gouvernement et entre le gouvernement et les enseignants. Après trois années de tergiversations, dès 1994, le gouvernement, sous la pression des bailleurs de fonds à commencé à l'appliquer.

Ce projet, dans ses grands traits, vise à faire passer le nombre annuel d'enseignants formés de 430 à 750 par an dans les écoles normales, le recrutement se faisant au niveau du BEFC (l'équivalent du BFEM sénégalais) pour une formation qui durera un an. Cela va se manifester aussi, par la suppression des duplications au niveau de l'enseignement supérieur. Cela veut dire que l'étudiant qui entre à l'université ne pourra suivre qu'une seule filière. S'il lui arrive de redoubler ou d'échouer, une seule chance lui sera offerte pour changer de filière. Après cela, en cas d'échec, il

doit quitter l'université. Il y a aussi la séparation entre la formation disciplinaire et celle pédagogique. Cela signifie que ceux qui, par exemple, ayant suivi des études littéraires à la faculté pensent pouvoir enseigner doivent se détromper puisque les enseignants à tous les niveaux ne seront formés que dans les écoles normales. Au niveau de l'utilisation des enseignants du primaires, il y a deux modalités. Ceux qui servent dans les zones rurales auront à enseigner deux niveaux dans une même classe. Exemple : CM1 + CM2 dans une même classe. Ceux des zones urbaines appliqueront ce que le projet nomme un "double flux", c'est-à-dire que les élèves qui sont venus le matin laisseront la place le soir à d'autres. Au bout du compte, chaque enseignant du primaire doit pouvoir encadrer annuellement 75 élèves.

Dans les faits, selon le projet, en agissant de la sorte, le gouvernement ramènerait le taux de scolarisation de 30 % à plus de 50 % en l'an 2000 et plus en l'an 2010. Malgré toutes ces prévisions, l'office des statistiques de l'Unesco place, pour les années 2010, le Niger au bas de l'Echelle.(voir3) En l'an 2000, notre pays sera dans le même groupe que le Mali, le Liberia, la Guinée et la Somalie, c'est à dire le lôt des pays qui auront encore un taux inférieur à 50%. Un autre point est mis en exergue dans ce projet, c'est la professionnalisation de l'enseignement. Certes priorité ne sera plus donnée à l'enseignement supérieur général, mais des filières de spécialisation sur le modèle des collèges américains seront ouvertes.

Quant aux adultes, on continuera les efforts de leur éducation, mais quels efforts !

La coopérative était considérée longtemps comme le lieu par excellence où l'adulte avait le plus de chance de l'alphabétiser. Pourtant cette coopérative ne semble, jusqu'à nos jours pas avoir enrayer de manière notable l'analphabétisme.

A ce propos le sociologue Guy Belloncle écrit : "on avait pu penser que le Niger qui possède le plus ancien service d'alphabétisation du Sahel (et celui qui utilisera le premier dès 1962, les langues nationales) et qui en outre avait bénéficié de la première expérience d'alphabétisation intensive liée à la gestion (Mai 1968) avait aujourd'hui réglé définitivement ce problème. Or, il n'en est rien et 20 ans après ce sont toujours les encadreurs coopératifs qui tiennent la comptabilité. Le problème de l'alphabétisation et de la formation des coopérateurs en matière de gestion n'ayant semble-t-il pas avancé d'un pouce.⁴"

Nous avons vu que la stratégie ou les différentes stratégies du Niger ont consisté à abandonner l'alphabétisation de masse au profit de celle fonctionnelle, on ne peut qu'être pessimiste au regard d'une telle affirmation. Malheureusement elle se trouve corrodée par le rapport du délégué Nigérien au séminaire de Kigali en 1981, à savoir que : "la coopérative était

3 *Education de base et alphabétisation*. Unesco, offices des statistiques, 1990, p 33

4 Guy Belloncle, *Anthropologie appliquée et développement associatif*, p131-132

devenue l'apanage de quelques paysans relativement riches, ce qui allait à l'encontre de l'option fondamentale qui visait à toucher le plus grand nombre de paysans."⁵

Au niveau du service de l'alphabétisation, même en nous fiant aux chiffres fournis par ses agents, sur les cinq dernières années, il n'y a pas une seule année où le chiffre de 10.000 alphabétisés a été atteint, ce qui représente un recul par rapport aux années 78, par exemple.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

⁵ Exposé du délégué Nigérien au séminaire de Kigali Septembre 1981, *op cit.*, P-78

Tableau récapitulatif 1990-1994

Années	nombre de centres	total inscrits	inscrits hommes	inscrites femmes	total testés fin de campagne	testés fin de campagne hommes	testées femmes	alphabétisés hommes	alphabétisées femmes
1990	1443	25407	23241	2166	15345	14231	1114	9317	437
1991	1083	17890	16193	1697	9622	8632	990	5371	343
1992	708	15503	13477	2026	8405	7182	1223	4587	392
1993	754	13178	9803	3375	8489	6281	3875	3875	680
1994	1033	21238	15278	5960	15087	10627	4460	2952	558

SOURCES: les chiffres 1990-1992 m'ont été fournis directement par la directrice du bureau suivi évaluation. Ceux de 1993-1994 sont contenus dans le document : *Bilan de campagne 1993-1994*

En 1993, pour ne prendre que cet exemple, 1432 centres étaient prévus dont 442 centres féminins. Ces centres devraient être repartis comme suit:

- budget national.....355 centres
- collectivités..... 254 centres
- sources extérieures....823 centres.(voir *bilan de campagne 1993-1994*, p 2)

Ces chiffres témoignent de la dépendance du pays vis-à-vis de ces sources extérieures qui représentent ainsi, pour la seule année 1993, 68,66% du montant global du budget consacré aux actions d'alphabétisation. Nous remarquons aussi que les centres prévus n'ont été réalisés qu'à moitié. En 1993, Vingt six livrets ont été réalisés et mis à la disposition des alphabétiseurs:

Hausa: (4)

- les recettes culinaires à base de manioc et de niébé,
- les 15 essences protégées au Niger,
- bien nourrir son enfant
- le paludisme, rougeole et méningite

Zarma :(6)

- biographie du prophète Mohamed
- la teinture,
- la légende de Elhadji Oumarou Fitiou,
- la rougeole, le paludisme,
- le Sida,
- la méningite

Tamajeq :(3)

- les essences protégées au Niger,
- l'élevage au Niger, vivre ou survivre
- culture irriguée

Gulmancema :(3)

- les 15 essences protégées,
- la banque céréalière
- le paludisme

Toubou: (3)

- la boutique coopérative,
- l'abus de la drogue
- les 15 essences protégées au Niger

Kanuri :(3)

- les grandes cantatrices Kanuri,
- la banque céréalière,
- contes et légendes Kanuri

Fulfuldé:(4)

- le paludisme
- la rougeole
- le Sida
- la méningite

Source: *bilan de campagne* 1993-1994, D.A.F.A(bureau suivi-évaluation

Ces livrets prennent en compte les préoccupations des populations et changent donc en fonction de celles-ci. Il serait fastidieux de donner les détails des résultats des tests, ceux du test intermédiaire, etc... Tout ceci fait l'objet de la partie annexe que vous retrouverez en fin de texte. En ce qui concerne les sommes dépensées, celles demandées auprès des autorités ont rarement été accordées en intégralité. C'est ainsi que pour l'année 1994, sur fonctionnement des services, la somme de neuf (9) millions a été demandée. L'Etat n'accorda que cinq (5) millions.

pour les achats de matériels techniques-brochures: 5.500.000f

accordée:4.000.000 f

frais de séjour des encadreur:11.440.000 f

accordée:5.000.000 f

frais de fonctionnement des centres:11.000.000 f

accordée:9.000.000f

frais de transport des instructeurs:?

accordée: 1.500.000 f

En ce qui concerne les émoluments des instructeurs, le montant est fonction de la source de

financement. Ainsi, ceux payés par l'Etat perçoivent 12.000f par mois alors que ceux des projets de développement gagnent 20.000f par mois.

Dans le travail sur le terrain, les femmes ne sont pas oubliées. Depuis 1986, elles ont, au sein de la direction de l'alphabétisation, un bureau qui s'occupe de leurs problèmes spécifiques.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CONCLUSION

Ce travail, aussi modeste soit-il, a voulu passer en revue l'ensemble des problèmes liés à l'alphabétisation et à l'éducation des adultes au Niger. Il faut le situer aussi dans une perspective à venir, à savoir une étude d'ensemble du système éducatif nigérien, que ce soit dans son aspect purement formel ou dans celui informel. Il va de soit que c'est une tâche rude, eu égard aux différentes phases politiques et sociales que le pays a connu depuis son indépendance. L'éducation et tous les problèmes qui lui sont rattachés, sont des actes politiques. En la matière, le Niger ne fait pas exception, car il est membre de la communauté internationale et celle-ci, dominée par la puissance américaine ne finance que des programmes d'éducation et non des campagnes de masse. Le constat aujourd'hui est amer : trente cinq après les indépendances, le système éducatif Nigérien est bloqué, compte tenu de nombreux facteurs dont entre autres ; la baisse des budgets, la démographie galopante, le manque d'encadreurs, de formateurs, de qualité, etc..

Aussi, toujours sur proposition des institutions internationales, le pays s'est lancé, depuis quelques années, dans un programme appelé projet éducation (phases I, II, III) et dont le maître-mot est la jonction, si j'ose dire, entre le système d'éducation de base et celui d'éducation des adultes. En d'autres termes, il s'agit de faire en sorte que le maximum élèves aient accès, dès le départ, c'est à dire dès l'enseignement pré-primaire et primaire, à l'éducation. De sorte que tout en mettant l'accent sur cet aspect, l'Etat encouragera l'alphabétisation et l'éducation des adultes à tous les niveaux. Il s'agit là d'une action louable mais compte tenu de la façon dont le projet à démarré, nous pouvons avoir des doutes quant à sa concrétisation. En effet, les partenaires de l'école ont accueilli ce projet avec une hostilité manifeste : grèves des élèves pour ne pas le voir appliquer, refus des enseignants, même contre de fortes augmentations de salaires, de dispenser des cours à des classes aux effectifs pléthoriques et ce même avec le " double flux". C'est pourquoi selon nous, l'amélioration de l'éducation à tous les niveaux doit être une décision issue d'une concertation nationale et internationale. Je veux dire par là que le Niger n'a plus à attendre que quelqu'un de l'extérieur, en l'occurrence une institution de l'ONU, réfléchisse à sa place. Les Nigériens doivent penser par eux-mêmes leur système éducatif qui sera axé sur un adéquation formation- emploi tout en ne négligeant pas l'alphabétisation et l'éducation des adultes, car l'éducation est la seule voie qui conduise à l'acquisition des sciences et des techniques, gages contre le sous-développement et la misère. Pour parvenir à ce but il faut que nous prenions nos responsabilités en acceptant de regarder la réalité en face et d'accorder à l'éducation la place qu'elle mérite. Il faut donc abandonner les formations sélectives que l'on nomme fonctionnelles qui, dans la réalité, forment une minorité oisive qui, à y regarder de près, n'est pas très productive.(l'exemple des coopératives est assez éloquent dans ce sens).

Pour nous, il y a eu des exemples au niveau international qui ont fait leur preuve en matière d'éducation et celui le plus récent est la croisade Nicaraguayenne contre l'analphabétisme qui a servi à faire disparaître ce fléau dans ce pays.

C'est pourquoi, au lieu de continuer à financer et à accepter le financement de petits projets extrêmement sélectifs et qui n'ont jusqu'à présent pas fait leur preuve, le Niger doit opter pour une campagne de masse qui a l'avantage, bien que un peu plus coûteuse, de nous permettre de faire disparaître à jamais l'analphabétisme. C'est, à notre sens, la seule voie de salut si le pays veut atteindre ce seuil de 30% d'alphabétisés sur l'ensemble du territoire national afin de mobiliser des ressources humaine et financières nécessaire.

A ce propos, J'opterai pour un retour au service civique national. Celui-ci a duré de 1985 à 1991, mais ses effets ont été bénéfiques pour le NIGER. A titre de comparaison, lors de l'existence de ce service civique, les jeunes diplômés envoyés sur le terrain recevaient la somme forfaitaire de 50.000 CFA par mois, somme qui, dans le cas d'un étudiant de 3ème cycle, est moins élevée que sa bourse. En additionnant au budget alloué à l'éducation les aides éventuelles que le NIGER pourrait recevoir de ses partenaires intérieurs qui seraient décidés à l'aider à éradiquer l'analphabétisme, je reste persuadé que l'Etat pourrait ainsi engager le maximum de diplômés dans le cadre de ce service civique pour mener une campagne massive d'alphabétisation dans le pays.

Car, au risque de nous répéter, il n'y a pas d'éradication possible de l'analphabétisme sans campagne massive, sans engagement national, sans civisme et surtout sans un engagement politique sans lequel il n'y aura ni lutte ni espoir.

Cela doit aussi et surtout s'accompagner du fait qu'il faut trouver "une passerelle" entre le système formel et le système non formel. Bien plus, il faut restructurer d'abord l'école formelle qui, depuis cinq ans se trouve dans un état de déconfiture. En effet, en cinq ans, le Niger a subi trois "années blanches" au niveau de cette institution qu'est l'école moderne. A cet égard, l'éducation a failli à sa vocation et il faut repenser le système. Certes je ne fais, ici, que donner des avis, des suggestions. A cet égard, restructurer l'école suppose un débat national, un débat sérieux, un débat sans arrières pensées politiques ou mercantiles. S'il est vrai que l'on ne peut se passer des généralistes former dans les universités, les grandes écoles, il n'en demeure pas moins que cette formation de généralistes est inadaptée aux exigences du monde moderne. Il faut créer des écoles spécialisées qui, dès le niveau du brevet d'études du premier cycle (BEPC) pourrait offrir des filières de spécialisation aux jeunes en quête d'une qualification.

Au niveau de l'alphabétisation, celle de masse est devenue une exigence. Pour la mener de manière efficiente malgré la modicité des moyens de l'Etat ou même leur rareté, et surtout a cause de cela, il nous semble que la meilleure voie est de décréter l'analphabétisme, fléau national, ou même ennemi public numéro UN.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES CITES

- U.N.E.S.C.O., *Rapport sommaire de la conférence internationale de l'éducation des adultes*, Elseneur, Danemark 16-25 juin 1949, Paris, 1949
- H.S.Bhola, *Les campagnes d'alphabétisation, étude de l'action menée dans huit pays au XXème siècle*, U.N.E.S.C.O. 1986
- U.N.E.S.C.O., *revue Perspectives*, volXIX, n°/72, 1989
- H.S.Bhola, *Tendances et perspectives mondiales de l'éducation des adultes*, U.N.E.S.C.O., 1989
- Lowe.J. *l'éducation des adultes: perspectives mondiales*, édition, Paris, U.N.E.S.C.O., 1984
- Banque Mondiale, *Rapport mondial sur le développement humain*, Washington, D, C, 1992
- *Afrique contemporaine*, N 172, Octobre-Décembre 1994
- Guy Belloncle, *Anthropologie appliquée et développement associatif*, Hatier, 1986
- U.N.E.S.C.O., *Office des statistiques*, 1990
- Dominic M.Mutawa in: U.N.E.S.C.O, *Perspectives*, N 67, vol XVII, 003, 1988
- Congrès Mondial des ministres de l'éducation sur l'élimination de l'analphabétisme, Téhéran 8-19 septembre 1965. *Rapport final*, Paris, 1965
- Déclaration de Persépolis, adoptée par le Symposium international pour l'alphabétisation, Persépolis, Iran, 3-8 septembre 1975, et reproduite dans le *Rapport final*, U.N.E.S.C.O., Paris, 1976
- U.N.E.S.C.O., *Conférence générale, quatrième session extraordinaire*, Paris, 1982
- Stage de formation sous-régional sur la post alphabétisation, Niamey, 5-30 novembre 1975, *Rapport final*
- Niger: *étude sur la post alphabétisation. Les foyers d'éducation permanente*, Niamey, septembre 1984
- *Towards a typology of popular participation, politique planing and program review, departement, the world bank*, Washington, D.C., May, 1978
- *Education sanitaire, plus particulièrement axée sur l'approche des soins de santé primaires, comité régional de la Méditerranée orientale, vingt septième session, O.M.S, bureau régional de la Méditerranée orientale, le Caire, 1977*
- Séminaire des cadres de l'alphabétisation. *Document final*, Niamey, 1979
- *Combattre l'analphabétisme en Afrique*, bureau régional de Dakar, 1983
- *Rapport Banque Mondiale sur l'éducation*, 1991
- *Afrique et développement*, vol XIX, Novembre-4, 1994
- Séminaire de Kigali, septembre, 1981, *Document final*
- Direction de l'alphabétisation et de la formation permanente. *Rapport des journées de réflexion sur l'alphabétisation (Tahoua du 16 au 21 janvier 1994)*

- NGUB'USIM. Mpey-Nka, *Problématique de l'usage des images et affiches comme support d'éducation des adultes en milieu africain*. IN: *Zaire Afrique* , No 257, Août - September 1991 p 367-384
- DAMINA. Aimé, *La conférence mondiale sur l'éducation pour tous et les attentes africaines?* IN: *Unesco- Afrique* , No 1, Mars 1991 P 8-12
- AFRIK. Tai, *Post- alphabétisation et éducation civique des femmes en Afrique de l'Ouest Francophone* IN: *Unesco Afrique*, No 2, Juillet 1991 , p 14 -18
- FYLE. Clifford, *Alphabétisation : quelle langue, quelle culture ?* IN: *Unesco Afrique* , no 2, Juillet 1991 , p 7-9
- BOTTE. Roger, *Pouvoir du livre , pouvoir des hommes : la religion comme critère de distinction* IN : *Journal des africanistes* , t 60/f2 , 1990 , p 37-52
- A. AWORD, *Women and reproduction in Africa : femmes et reproduction en Afrique* Dakar : AAWORD, 1992 - 150p : tabl (*Occasional paper series / AAWORD*, No 5)
- DIOP. Boubacar, *L'impact de la presse en langues nationales sur les populations sénégalaises* Dakar : Codesria , Juin 1989 - 21p
- Conférence : séminaire FOCSIV- Codesria sur le thème *culture du développement* , Dakar Sénégal , 26-30 Juin 1989.
- LIND. Agneta ; Johnson, Anton, *Alphabétisation des adultes dans le Tiers-monde: revue critique des objectifs et des stratégies* Stockholm: Sida - 06.03.05 codesria
- *L'enseignement au féminin : étude internationale sur la façon dont filles et garçons sont élevés et instruits* Paris: OCDE, 1986 - 201p :
- MOULEY. Rachid, Abderrazak, *La condition de la femme au Maroc* Rabat : Editions de la faculté des Sciences Juridiques, Economiques et sociales de Rabat , 1985 - 607p (collection de la faculté des Sciences Juridiques , économiques et sociales. Série de langue française/ Université Mohammed V, No 33)
- BELLONCLE. Guy, *Anthropologie appliquée et développement associatif : trente années expérimentation sociale en Afrique Sahélienne (1960- 1990)* Paris : l'harmattan , 1993 - 184p. (collection anthropologie appliquée / Guy Belloncle)
- MTOKO. Edouard, *Le rôle de l'aide alimentaire dans le développement de l'éducation en Afrique* IN: *Unesco -Afrique* , No 6, Mars 1993 , p 35-39
- BOSERUP. Ester, *La femme face au développement économique* Paris : P.U.F , 1983 - 315p : tabl. (collection sociologique d'aujourd'hui / Balandier, Georges)
- BOUYA. Alphonsine, *Education des filles : quelles perspectives pour Afrique subsaharienne au XX siècle ?* IN : *Afrique et développement / Africa développement* , Vol XIX, No 4, 1994, p 11 - 34
- *Pédagogie pour Afrique nouvelle : guide des enseignements et responsables de l'éducation élèves maîtres , instituteurs conseillers pédagogiques*. IPAM. Paris :EDICEF 1978, 2329- 464.

ARTICLES ET OUVRAGES DE REFERENCE

- *Femmes, Développement, Communication: quelles perspectives pour Nairobi 1985 ?* Dakar : BREDA, 1984- 46p.
- *1990 : Année Internationale de l'Alphabétisation (A/A) par les Nations Unies.* IN : *Développement et Coopération*; No, 1, Janvier-Février 1990, p. 4-6 Unesco Office des statistiques, Paris
- *Education de Base et Alphabétisation : Indicateurs statistiques dans le monde.* Paris ; Unesco, 1990 - 61p
- AFOLAYAN. Adebizi, *Technologies Educatives pour l'Enseignement des Langues en Afrique* IN : *Educafrica*, No 14; Juin 1988, p98- 117
- DEBLE. Isabelle, *Perspectives Educatives en Afrique Sub-Saharienne* IN : *Cahiers du GMDEV*, No 17, Juin 1990, p 63-85
- HALL. Budd L. *Nouvelles Perspectives de l'Alphabétisation: le rôle des organisations non gouvernementales* IN : *Perspectives*, Vol 19, No 4 (72) , p 629-647
- RAMDAS. Lalita, *L'Alphabétisation des Femmes : une quête de justice* IN: *Perspectives*, Vol 19 , No 4 (72) , p 569-582
- KASSAM. Yusuf, *A qui profite l'Analphabétisme ? Analphabétisme et pouvoir* IN: *Perspectives* , Vol 19 , NO 4 (72) , 1989, p 583-588
- CAIRNS. John C, *Les campagnes d'alphabétisation : Bilan et Leçons pour l'avenir.* IN : *Perspectives*, Vol 19; No 4 (72), 1989, p 601-611
- GERHARDT. Heinz Peter, *Pourquoi l'alphabétisation ? pluralité des approches culturelles*
- HINZEN. Heribert, *Politique et pratiques en matière d'alphabétisation : question à débattre* IN : *Perspectives*, Vol XIX, No 4 (72) , 1989, p 521-534
- BHOLA, Harbau S. *L'alphabétisation des adultes : des concepts aux politiques de mise en oeuvre.* IN: *Perspectives*, Vol 19, No 4 (72), 1989, p 521-534
- AHMED, Manzoor ; Carron, Gabriel, *Le défi de l'éducation de base pour tous.* IN: *Perspectives*, Vol 19, No 4 (72) , 1989, p 613
- RICHARD. Alain, *Les humanités peuvent contribuer à l'humanisation.* IN: *Politique africaine* , No 39, septembre 1990 , p 124-133
- CAMARA. Gakou Fanta, *Etat et perspectives de l'éducation et de la formation environnementales non formelles des agents de Santé Communautaire féminine : cas du projet de restructuration d'un quartier sous-intégré de Dakar:* Dalifort. Dakar: université Cheikh Anta Diop, 07 Février 1991 - 70p : Mémoire, diplôme d'études approfondies , sciences de l'environnement , Université Cheikh Anta Diop, Institut des Sciences de l'Environnement , 1991.
- *Alphabétisation des femmes : actions des ONG:* 1991 Paris : Unesco , 1991 - 55p : il.
- ASSIE-LUMUMBA. Ndrie Thérèse, *Education de la population féminine et pouvoir des femmes en Afrique : comment rompre le cercle vicieux ?* Dakar: Codesria, September 1991 - 42p.

- *Une pédagogie possible pour auto promotion paysanne : l'approche du Graap à : environnement Africain.* 150 77, 1977, p 1- 24 8 p 1073.
- *Pédagogie pratique pour l'Afrique* Aubéna : librairie internationale 1987.
- Calmy (Gisèle) *l'apprentissage de l'écriture préf. de herbinière Lebert* Paris: F Nathan 1972.
- Agence de coopération culturelle et technique Paris : colloque 1982 Dakar. *Les Universités francophones des pays en voie de développement, et la lutte contre l'analphabétisme (actes) du colloque international organisé à Dakar du 17-20 Mai 1982: rass et présent .* Par Guy Belloncle, Paris Acct 1982
- *L'alphabétisation 1972 1976 : progrès de l'alphabétisation dans les divers continents* Paris Unesco, 1979.
- *L'alphabétisation des adultes : quatre campagnes caractéristiques* Paris : Unesco, 1964
- *L'alphabétisation et enseignement des adultes, recherches d'éducation comparée.* Genève, B inter d'éducation Paris : Unesco, 1964.
- *Alphabétisation enseignement des adultes. Supplément* 1965- Genève Paris : 1965.
- *Alphabétisation et gestion des groupements villageois en Afrique Sahélienne.* Par Guy Belloncle, Peter Easton, Ilboudo Do, Papa Sène Paris : Club du Sahel.Karthala, 1982.
- Léon. A, *L'histoire de l'éducation aujourd'hui*, 1984 collection "sciences de l'éducation" UNESCO
- Camilleri. C, *Anthropologie culturelle et éducation* Unesco, 1985
- Girod. R, *problèmes de sociologie de l'éducation*, Unesco, 1989
- Titmus. C, *la terminologie de l'éducation des adultes*, Paris , Unesco 1979
- Lowie. J, *l'éducation des adultes : perspectives mondiales* , 2e ed Paris , Unesco, 1984
- Mpogolo. Z J, *stratégies d'apprentissage pour la post alphabétisation et l'éducation continue en république de Tanzanie* IN: Dave, R J , R U; Perera , D A; Ouaye A , éds *stratégie d'apprentissage pour la postalphabétisation et l'éducation continue au Kenya, au Nigéria, en Tanzanie et au Royaume-Unie.* Hambourg république fédérale d'Allemagne, Institut de l'Unesco pour l'éducation, 198.
- L'institut de l'Unesco pour l'éducation à Hambourg : *stratégie pour le postalphabétisation et l'éducation continu au Mali, au Niger, au Sénégal et en Haute volta*, 1981.
- Unesco, *deuxième conférence mondiale sur l'éducation des adultes*, Paris, 1963.
- Unesco, *conférence internationale sur l'éducation des adultes*, 3ème Tokyo, 1972. Rapport final. Paris, Unesco, 1972.

- *Conférence internationale sur l'éducation des adultes, 4ème, Paris, 1985. Rapport final. Paris Unesco 1985.*
- *La crise mondiale de l'éducation : analyse de système. Par philip Goobs Paris :P.U.F. 1966.*
- *Morim (Lucien). Les charlatans de la nouvelle pédagogie Paris P.U.F., 1973.*
- *Travail pédagogique et formation des adultes. Eléments d'analyse Marcel Lesne Paris :P.U.F, 1977.*
- *L'éducateur et l'approche systémique. manuel pour améliorer la pratique de l'éducation Paris, Unesco 1981.*
- *L'éducation en Afrique à la lumière de la conférence de Lagos, 1976. édition Unesco Paris : Unesco, 1977.*

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

A N N E X E S

Résultats du test initial.

Résultats du test intermédiaire.

Résultats du test final.

Tableau comparatif des résultats.

Elements d'appréciation de la campagne.

BILAN DE LA CAMPAGNE 1994				Résultats de test initial																		
Sources				Nombre de							Test initial											
de				centres testés			Auditeurs				Débutants			Niv. 1/2			Niv. 3/4			Niv. 5/6		
financement				Total	Masc.	Fem.	Hom.	Fem.	Total	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total	
INSPECTIONS	B.N	Coll	S. E																			
AGADEVZ	12	0	3	15	13	2	230	57	287						24	3	27	5	0	5		
ARLIT									0					0			0			0		
BILMA									0					0			0			0		
DIFFA	0	0	26	26	23	3	491	134	625	246	109	355	158	17	175	77	8	85	10	0	10	
M. SOROA	4	0	13	17	11	6	184	106	290	92	100	192	22	4	26	42	2	44	28	0	28	
DOSSO	10	0	87	97	61	36	1039	812	1851	670	672	1342	159	77	236	129	51	180	81	12	93	
DOUTCHI	14	4	1	19	19	0	487	2	489	316	2	318	76	0	76	71	0	71	24	0	24	
MARADI	23	0	3	26	24	2	685	38	723	329	34	363	146	3	149	163	1	164	47	0	47	
TESSAOUA	12	0	0	12	12	0	270	0	270	185	0	185	49	0	49	33	0	33	3	0	3	
MADAROUNFA	14	4	2	20	18	2	512	40	552	276	31	307	115	2	117	104	4	108	17	3	20	
MAYAHI	6	3	44	53	9	44	198	886	1084	144	807	951	18	36	54	31	33	64	5	10	15	
AGUIE	7	0	140	147	75	72	1618	1416	3034	932	1098	2030	302	204	506	271	102	373	113	12	125	
TILLABERY	11	4	10	25	19	6	299	119	418	175	74	249	41	11	52	41	19	60	42	15	57	
KOLLO	13	5	6	24	17	7	272	118	390	158	100	258	64	13	77	33	3	36	17	2	19	
SAY	10	0	5	15	14	1	258	19	277	170	19	189	40	0	40	34	0	34	14	0	14	
QUALLAM	0	0	3	3	0	3	0	45	45	0	0	0	0	30	30	0	14	14	0	1	1	
TERA	0	0	18	18	14	4	396	76	472	231	37	268	58	34	92	59	4	63	48	1	49	
FILINGUE	5	11	31	47	35	12	701	212	913	515	152	667	94	36	130	53	14	67	39	10	49	
Niamey Com.	4	6	14	24	22	2	397	60	457	187	29	216	70	16	86	75	11	86	65	4	69	
B. A . F	0	0	10	10	0	10	0	385	385	0	254	254	0	76	76	0	55	55	0	0	0	
TAHOUA	8	18	32	58	46	12	792	342	1134	628	297	925	84	29	113	68	12	78	14	4	18	
MADAOUA	10	19	54	83	71	12	1177	191	1368	710	170	880	206	16	222	199	5	204	62	0	62	
KONNI	15	22	50	87	75	12	1598	332	1930	1044	315	1359	198	3	201	238	14	252	118	0	118	
TCHINTA	0	0	37	37	24	13	412	234	646	286	210	496	55	14	69	48	10	58	23	0	23	
KEITA	6	2	11	19	19	0	351	0	351	244	0	244	56	0	56	42	0	42	9	0	9	
ZINDER	5	23	12	40	36	4	734	110	844			0			0	105	5	110	24	1	25	
MAGARIA	9	25	1	35	35	0	983	0	983	716	0	716	139	0	139	106	0	106	22	0	22	
MATAMEYE	15	5	5	25	16	9	311	156	467	182	124	306	74	26	100	45	4	49	10	2	12	
MIRRIAH	32	0	19	51	48	5	883	70	953	610	65	675	134	4	138	106	1	107	33	0	33	
TOTAL	245	151	637	1033	754	279	15278	5960	21238	9046	4699	13745	2358	651	3009	2195	375	2570	873	77	950	

BN = budget national , Coll = collectivités , S.E = sources exterieures

Masc. = masculin , Fem. = féminin , H = homme , F = femme , Aud. = auditeur

BILAN DE CAMPAGNE 1994			Résultats de tests intermédiaires													
Test intermédiaire																
INSPECTIONS	Nombre de centres testés			Auditeurs testés			Résultats									
	M	F	total	total	Masc.	Fem.	Débutants		Niv. 1/2		Niv. 3/4			Niv. 5/6		
							H	F	H	F	H	F	total	H	F	total
AGADEZ	11	2	13	153	124	29					31	5	36	15	2	17
ARLIT																
BILMA																
DIFFA	17	2	19	318	295	23	8	1	100	8	84	9	93	105	5	110
M. SOROA	11	6	17	213	138	75	27	29	31	25	45	17	62	35	4	39
DOSSO	59	36	95	1503	850	653	173	299	238	172	231	89	320	208	93	301
DOUTCHI	14	0	14	251	251	0	54	0	48	0	102	0	102	49	0	49
MARADI	24	2	26	541	509	32	30	16	122	12	184	4	188	173	0	173
TESSAOUA	11	0	11	164	164	0	26	0	45	0	59	0	59	34	0	34
MADAROUNFA	18	2	20	402	373	29	74	15	84	4	125	3	128	90	7	97
MAYAHI	8	42	50	940	143	797	27	365	38	250	54	150	204	26	32	58
AGUIE	72	67	139	2611	1468	1143	287	405	396	361	516	292	808	269	85	354
TILLABERY	3	5	8	92	21	71	5	22	5	16	7	12	19	4	21	25
KOLLO	16	6	22	259	165	94	15	26	36	32	62	26	88	52	10	62
SAY	14	0	14	227	224	3	81	0	70	3	49	0	49	24	0	24
OUALLAM	0	3	3	45	0	45	0	0	0	13	0	18	18	0	14	14
TERA	16	3	19	341	288	55	43	21	69	22	85	10	95	89	2	91
FILINGUE	28	12	40	535	392	143					120	35	155	83	17	100
Niamey Com.	22	2	24	374	327	47	76	14	114	16	84	10	94	53	7	60
B. A. F	0	11	11	317	0	317	0	115	0	105	0	46	46	0	51	51
TAHOUA	46	12	58	828	559	269	69	80	154	93	202	68	270	134	48	182
MADAOUA	89	9	78	1038	919	119	202	51	207	43	278	25	303	232	0	232
KONNI	67	7	74	1204	1118	86	249	43	262	20	382	20	402	225	3	228
TCHINTA	15	6	21	277	205	72	23	16	60	30	76	20	96	46	6	52
KEITA	11	0	11	216	216	0	40	0	58	0	75	0	75	43	0	43
ZINDER	31	4	35	563	474	89					146	32	178	118	9	127
MAGARIA	35	0	35	652	652	0	168	0	188	0	196	0	196	100	0	100
MATAMEYE	16	9	25	381	233	148	31	66	54	45	95	21	116	53	16	69
MIRRIAH	46	5	51	866	796	70	327	17	182	21	183	16	199	104	16	120
TOTAL	680	253	933	15311	10902	4409	2033	1581	2557	1291	3471	928	4399	2364	448	2812

BILAN DE CAMPAGNE 1994			Résultats des tests finaux															
INSPECTIONS	Nombre de centres			Auditeurs			Résultats											
	testés			testés			Débutants		Niv. 1/2		Niv. 3/4			Niv. 5/6				
	Masc.	Fem.	Total	Hom.	Fem.	Total	H	F	H	F	total	H	F	total	H	F	total	
AGADEV	11	2	13	117	29	146	10	3	22	14	36	54	8	62	31	4	35	
ARLIT																		
BILMA																		
DIFFA	17	2	19	295	23	318	6	1	100	8	108	84	9	93	105	5	110	
M. SOROA	8	5	11	70	67	137	12	20	19	25	44	15	17	32	24	5	29	
DOSSO	59	36	95	817	589	1406	141	268	224	132	356	192	83	275	260	108	366	
DOUCHI	15	0	15	243	0	243	42	0	36	0	36	89	0	89	76	0	76	
MARADI	24	2	26	502	7	509	24	0	116	1	117	186	3	189	176	3	179	
TESSAOUA	11	0	11	164	0	164	26	0	45	0	45	59	0	59	34	0	34	
MADAROUNFA	18	2	20	373	26	399	65	13	94	4	98	120	2	122	94	7	101	
MAYAHI	8	42	50	141	786	927	27	242	33	279	312	55	229	284	26	38	62	
AGUIE	72	69	141	1445	1200	2645	241	390	344	395	739	498	300	798	362	115	477	
TILLABERY	14	6	20	243	70	313	59	36	51	7	58	72	10	82	61	17	78	
KOLLO	18	6	22	161	94	255	15	26	34	32	66	61	26	87	51	10	61	
SAY	12	0	12	143	3	146	32	1	30	2	32	38	0	38	43	0	43	
OUALLAM	0	3	3	0	45	45	0	0	0	2	2	0	4	4	0	39	39	
TERA	16	4	20	301	68	369	70	41	97	19	116	55	8	63	79	0	79	
FILINGUE	28	15	43	376	195	571	52	71	91	54	145	129	41	170	104	29	133	
Niamey Com.	22	2	24	268	40	308	27	8	59	11	70	101	9	110	81	12	93	
B. A . F	0	11	11	0	265	265	0	68	0	111	111	0	50	50	0	38	36	
TAHOUA	40	12	52	512	264	776	53	71	111	83	194	183	64	247	165	46	211	
MADAOUA	69	9	78	837	113	950	145	38	150	38	188	255	33	288	287	4	291	
KONNI	75	11	86	1069	134	1203	183	65	240	40	280	317	18	335	329	11	340	
TCHINTA	23	9	32	310	165	475	45	39	81	63	144	107	47	154	77	18	93	
KEITA	11	0	11	216	0	216	33	0	46	0	46	68	0	68	69	0	69	
ZINDER	31	4	35	415	81	496					0	137	30	167	117	15	132	
MAGARIA	22	0	22	594	0	594	106	0	173	0	173	185	0	185	130	0	130	
MATAMEYE	16	9	25	257	127	384	45	39	52	39	91	99	28	127	61	21	82	
MIRRIAH	46	5	51	758	69	827	310	20	163	21	184	175	9	184	110	19	129	
TOTAL	682	266	948	10627	4460	15087	1789	1460	2411	1380	3791	3334	1028	4362	2952	558	3508	

BILAN DE CAMPAGNE 93 - 94																				
Tableau comparatif des résultats 92 -93 et 93 -94:																				
Campagne 92 - 93											Campagne 93 - 94									
Départements	Nbre centres		Nbre audit.		Nbre centres		Audit. testés		Alphabéti-		Nbre centres		Nbre audit.		Nbre centres		Audit. testés		Alphabétisés	
	ouverts		insc/testés		testés fin camp.		fin camp.		sés		ouverts		insc/testés		testés fin camp.		fin camp.			
	Masc.	Fém.	Hom.	Fém.	Masc.	Fém.	Hom.	Fém.	Hom.	Fém.	Masc.	Fém.	Hom.	Fém.	Masc.	Fém.	Hom.	Fém.	Hom.	Fém.
Agadez	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13	2	230	57	11	2	117	29	85	12
Diffa	16	0	378	0	15	0	214	9	114	5	34	9	675	240	23	7	365	90	228	36
Dosso	69		767	514	64		538	389	323	81	80	36	1526	814	74	36	1060	589	617	189
Maradi	135		2618	953	125		1827	539	1042	148	138	120	3283	2380	133	115	2625	2019	1610	695
Niamey Com	33		340	361	26		190	263	111	128	22	12	397	445	22	13	268	305	182	107
Tahoua	238		3374	729	213		2063	501	1311	134	235	49	4330	1099	218	41	2944	676	1857	239
Tillabéri	109		1381	631	94		807	425	565	164	99	33	1926	589	86	34	1224	475	693	184
Zinder	54		945	187	57		642	82	409	20	133	18	2911	336	115	18	2024	277	1014	122
Total	654		9803	3375	594		6281	2208	3875	680	754	279	15278	5960	682	266	10627	4460	6286	1584
CUMUL	654		13178		594		8489		4555		1033		21238		948		15087		7870	

TABLEAU DES ACTIVITES

ACTIVITES	SENSIBILISATION			FORMATION DES INSTRUCTEURS			FORMATION DES ANIMATEURS DES BV ET PV			FORMATION SPECIFIQUES		
	BN	COLL	PROJETS	BN	COLL	PROJETS	BN	COLL	PROJETS	BN	COLL	PROJETS
AGADEZ												
ARLIT												
BILMA												
DIFFA												
MAINE SOROA												
DOSSO												
DOUTCHI												
MARADI												
TESSAOUA												
MADAROUNFA												
MAYAHI												
AGUIE												
TILLABERI												
KOLLO												
TERA												
SAY												
OUALLAM												
FILINGUE												
NY-COMMUNE												
S.A.F.												
MAHOUA												
MADAOUA												
ONNI												
CHINTA												
KEITA												
ANDER												
MARRIAH												
ATAMEYE												
AGARIA												

LEGENDE:

 ACTIVITES REALISEES
 ACTIVITES NON REALISEES